



**REPUBLIQUE DU NIGER  
MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE  
PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE  
FAMILIALE (ProDAF)**

# RAPPORT D'ACTIVITE 2018

## **BILAN D'EXECUTION GLOBAL ET DU PLAN DE TRAVAIL ET BUDGET ANNUEL (PTBA) 2018 DU ProDAF DANS LES REGIONS DE MARADI, TAHOUA ET ZINDER AU 31 DECEMBRE 2018**

**Guichets :**  
**ProDAF/FIDA/ASAP**  
**ProDAF/FEM**  
**ProDAF/OFID**

*JANVIER 2019*



## Table des matières

LISTE DES TABLEAUX .....	4
LISTE DES FIGURES .....	4
ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES.....	5
INTRODUCTION .....	9
I. DESCRIPTION SUCCINCTE DU PROGRAMME .....	10
1.1 Objectifs et composantes du programme .....	10
1.2 Approches d'intervention et Zone.....	10
II. VUE D'ENSEMBLE DE L'EXECUTION DU PROGRAMME.....	12
2.1. Pertinence du programme .....	12
2.2. Efficacité et efficience du programme .....	13
2.3. Effets et impacts du programme .....	15
2.4. Avancement de la mise en œuvre de l'Approche PDE.....	15
III. BILAN PHYSIQUE ET FINANCIER DU PTBA 2018 DU ProDAF AU 15 octobre 2018.....	16
3.1. SYNTHESE DES REALISATIONS PHYSIQUES DU PTBA (PRODUITS LIVRES/ATTEINTS) AU 15 octobre 2018 PAR COMPOSANTE TECHNIQUE .....	16
3.1.1. Synthèse de l'exécution physique par composante .....	16
3.1.2. Synthèse de l'exécution physique par guichets.....	17
3.1.3. Synthèse de l'exécution physique par unité de gestion.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
3.1.4. Synthèse des produits atteints/livrés au titre du PTBA-2018 au niveau de la composante A « Renforcement durable de l'agriculture familiale » .....	18
3.1.5. Synthèse des produits atteints/livrés au titre du PTBA 2018 au niveau de la composante B « Accès aux marchés des exploitations familiales » .....	19
3.2. SYNTHESE DES REALISATIONS FINANCIERES DU ProDAF AU 31 décembre 2018....	20
3.2.1. Synthèse de réalisations financières par guichet.....	20
3.2.2. Synthèse de réalisations financières par composante .....	21
3.2.3. Synthèse de décaissement par composante et par guichet.....	21
3.2.4. Synthèse de l'exécution financière du PTBA 2018 par catégorie pour les guichets ProDAF/FIDA&ASAP, ProDAF/FEM, ProDAF/OFID .....	22
IV. ETAT D'EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE DU PTBA AU 31 décembre 2018 PAR COMPOSANTE, PAR CATEGORIE ET PAR ACTIVITE STRUCTURANTE (AS) POUR LES GUICHETS ProDAF/FIDA&ASAP, ProDAF/OFID, ProDAF/FEM.....	23
4.1. Etat de mise en œuvre de la composante A : « renforcement durable de l'agriculture familiale » par Activité Structurante (AS) .....	23
4.2. Etat de mise en œuvre de la composante B : « Accès aux marchés » par AS .....	33
4.3. Etat de mise en œuvre de la composante c « gestion et coordination du programme, suivi-évaluation et gestion des savoirs » .....	41
4.3.1. Etat d'exécution physique et financière des activités de suivi-évaluation et gestion des savoirs ».....	41
V. PRINCIPALES CONTRAINTES/DIFFICULTES RENCONTREES ET ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATION DE LA 1 <sup>ère</sup> MISSION DE SUPERVISION DU ProDAF .....	45
5.1. Les principales contraintes et difficultés rencontrées et qui ont impacté négativement sur l'exécution du programme pendant la période sous revue sont les suivantes : .....	45

5.2. Etat de mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision  
conjointe (en cours de finalisation) .....46

VI. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....46

## LISTE DES TABLEAUX

<b>Tableau 1 :</b> Liste des Accords de financement du ProDAF .....	8
<b>Tableau 2 :</b> Répartition des PDE par région .....	11
<b>Tableau 3 :</b> Synthèse de la planification stratégique des activités du ProDAF sur les 8 ans	16
<b>Tableau 4 :</b> Produits livrés/atteints pour la composante A au 31 décembre 2018.....	18
<b>Tableau 5 :</b> Produits livrés /atteints pour la composante B au 31 décembre 2018 .....	19
<b>Tableau 6 :</b> Niveau global de réalisation du PTBA 2018 par Guichet .....	20
<b>Tableau 7 :</b> Synthèse de réalisations financières par composante .....	21
<b>Tableau 8 :</b> Synthèse de réalisations financières par composante et par guichet .....	21
<b>Tableau 9 :</b> Réalisation financière du guichet ProDAF/FIDA&ASAP par catégorie .....	22
<b>Tableau 10 :</b> Réalisation financière du guichet ProDAF/FEM par catégorie.....	22
<b>Tableau 11 :</b> Réalisation financière du guichet ProDAF/OFID par catégorie .....	22
<b>Tableau 12 :</b> Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS1.....	24
<b>Tableau 13 :</b> Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS2.....	26
<b>Tableau 14 :</b> Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS3.....	27
<b>Tableau 15 :</b> Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS4.....	28
<b>Tableau 16 :</b> Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS5.....	29
<b>Tableau 17 :</b> Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS6.....	30
<b>Tableau 18 :</b> Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS7.....	32
<b>Tableau 19 :</b> Niveau de réalisations physiques et financières l'AS8 .....	33
<b>Tableau 20 :</b> Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS9.....	34
<b>Tableau 21 :</b> Niveau d'exécution physique et financière de l'AS10 .....	36
<b>Tableau 22 :</b> Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS11 .....	37
<b>Tableau 23 :</b> Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS12 .....	38
<b>Tableau 24 :</b> Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS13 .....	40
<b>Tableau 25 :</b> Niveau de réalisations physiques et financières des activités de S-E .....	42
<b>Tableau 26 :</b> Niveau d'exécution financière des activités de Communication .....	43
<b>Tableau 27 :</b> Niveau d'exécution financière des activités d'appui au dialogue politique .....	44
<b>Tableau 28 :</b> Niveau de réalisation financière du volet coordination et gestion du Programme.....	45

## LISTE DES FIGURES

<b>Figure 1 :</b> Exécution physique globale du PTBA 2018 et par composante .....	17
<b>Figure 2 :</b> Exécution physique du PTBA 2018 par guichet de financement .....	17
<b>Figure 3 :</b> Exécution physique du PTBA 2018 par guichet de financement ... <b>Erreur ! Signet non défini.</b>	

## **ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES**

ACAP : Appui Conseil Agricole Paysan

AcSSA : Action pour la Sécurité et la Souveraineté Alimentaires

ADL : Agent de Développement Local

AEF : Analyse Economique et Financière

AGR : Activité Génératrice de Revenu

AHA : Aménagement Hydro-Agricole

PPC : Petit Périmètre Communautaire

MP : Micro Projet

AICS : Agence Italienne pour la Coopération au Développement

APD : Avant-Projet Détaillé

APS : Avant-Projet Sommaire

AS: Activité Structurante

ASAP : Adaptation for Smallholder Agriculture Program

AUE : Association des Usagers de l'Eaux

BAGRI : Banque Agricole du Niger

BEC : Bon d'Enlèvement et de Commercialisation

BEEEI : Bureau d'Evaluation Environnementale et des Etudes des Impacts

BCER : Brigade Communal d'Entretien Routier

BTP : Bâtiment et Travaux Publics

BV: Bassin Versant

CCS : Centre de Collecte Satellite

PRAPS : Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel

GIZ : Coopération Allemande au développement

AGRHYMET : Centre régional de formation et d'application en agro météorologie et en hydrologie opérationnelle

SAHEL : Salon de l'Agriculture, de l'Hydraulique, de l'Environnement et de l'Elevage

CENAT: Cellule Nationale d'Assistance Technique

CEP : Champs Ecole Paysan

CEPM: Champs Ecole Paysan

CES/DRS : Conservation des Eaux du Sol/Défense et restauration des Sols

CGES : Cadre de Gestion Environnementale et Social

CGPP : Plan de Gestion des Pestes et pesticides

CILSS : Comité Inter-Etat de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel

CMNNC : Commission Mixte Nigéro/Nigériane de Coopération

CNSEE : Centre National de Surveillance Ecologique

COGES : Comité de Gestion

COFO : Commission Foncière

CONCERN : Organisation non-gouvernementale Irlandaise

COSOP : Programme d'option stratégique pays

COSTAB : Table des coûts

CP : Comité de Pilotage

CPRP : Cadre Politique de réinstallation des Population

CRA : Chambre Régionale de l'Agriculture

CSSA: cadre stratégique de Sécurité Alimentaire

CTL : Cellules Techniques Locales

DANO : Demande d'Avis de Non Objection

DAO : Dossier d'Appel d'Offre

DCP : Document de Conception du Programme

DIPE : Dispositif d'Intensification de la Production en Elevage

DMP : Dossier de Micro Projet

DRA : Direction Régionale de l'Agriculture  
 DRGR : Direction Régionale de Génie Rural  
 DREL : Direction Régionale de l'Elevage  
 DRF : Demande de remboursement des Fonds  
 FCFA : Franc de la Communauté Financière de l'Afrique de l'Ouest  
 FDS : Forces de Défense et de Sécurité  
 FEM : Fonds pour l'Environnement Mondial  
 FISAN : Fonds d'Investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle  
 FF : Forfait  
 FIDA : Fonds International de Développement Agricole  
 GACAP : Groupes d'Appui Conseil Agricole Paysan  
 GFS : Grenier Féminin de Soudure  
 GIE : Groupement d'Intérêt Economique  
 GSC : Groupement de Service Conseil  
 HC/i3N : Haut-Commissariat à l'Initiative les Nigériens Nourrissent les Nigériens  
 ICRISAT: International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics  
 IEC: Information-Education-Communication  
 IF : Institution Financière  
 INRAN : Institut National de la Recherche Agronomique du Niger  
 INSAH : Institut du Sahel  
 IRE : Intégration Régionale des Echanges  
 JDC : Jardin de case  
 JPO : Journée porte ouverte  
 K2M : Corridor Kano-Katsina-Maradi  
 Km : Kilomètre  
 MAEP : Mini Adduction d'Eau Potable  
 MAG/EL : Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage  
 MDG: Marché de Demi Gros  
 MECAT : Mutuelle d'Epargne et de Crédit  
 MER : Micro Entreprise rurale  
 MMD : Mata Masu Dubara (Femmes ingénieuses)  
 MP : Maison de Paysan  
 NIGELEC : Société Nigérienne de l'Electricité  
 CVGER : Comité Villageois de Gestion et d'Entretien Routier  
 NIF : Numéro d'Identification Fiscale  
 OFID : Fonds de l'OPEP pour le Développement International  
 OME : Ouvrage de Mobilisation des Eaux  
 ONG : Organisation Non Gouvernementale  
 OP : Organisation Paysanne  
 PAM : Programme Alimentaire Mondial  
 PASADEM: Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la région de Maradi  
 PAU : Politique Agricole de l'UEMOA  
 PDE : Pôle de Développement Economique  
 PDES : Programme de Développement Economique et Social  
 PFC : Plate-Forme de Commercialisation  
 PI : Petite Irrigation  
 PPI : Projet de Petite Irrigation  
 PPP : Partenariat Public-Privé  
 ProDAF : Programme de Développement de l'Agriculture Familiale  
 PTBA : Programme de Travail et de Budget Annuel

PTF : Partenaires Techniques et financiers  
PUSADER+ : Projet d'Urgence d'appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement Rurale  
RECA : Réseau des Chambre d'Agriculture du Niger  
RNA : Régénération Naturelle Assistée  
SDDCI : Stratégie de Développement Durable et Croissance Inclusive  
SIG : Système d'Information Géographique  
SIMA : Système d'Informations sur les Marchés Agricoles  
SPIN : Stratégie de Petite Irrigation au Niger  
SPR/CR : Secrétaire permanent /Code Rural  
STD : Service Technique Déconcentré  
SVPP : Service Vétérinaire Privé de Proximité  
TBV : Traitement des Bassins Versants  
TDR : Termes de Référence  
TEF : Taux d'Exécution Financière  
UAM : Université Abdou Moumouni  
UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africain  
URGP: Unité Régionale de Gestion du Programme  
VSF : Vétérinaire Sans Frontière  
YARDA : Institution de Micro finance

**Tableau 1:** Liste des Accords de financement du ProDAF

Projet/Programme	Référence des Accords de financement	ETAT
<b>PASADEM</b>		
Don/FEM	GEF-FSP-15-NE	Clôturé
Prêt/FIDA	Instrument financier n° 1000004147 réf.: L-I-853-NE	Clôturé
<b>PPI Ruwanmu</b>		
Don/FIDA	Instrument financier n° 1000004323 réf.: G-I-C-1390-NE	Clôturé
Prêt/FIDA	Instrument financier n° 1000004321 réf.: L-I-877-NE	Clôturé
Prêt/Fonds Fiduciaire Espagnol	Instrument financier n° 1000004327 réf.: L-E-14-NE	Clôturé
<b>PAMIRTA</b>		
Prêt/Coopération Italienne	réf. : F.ROT/AID 13/009/0	Actif
<b>PUSADER +</b>		
Prêt /OFID	Accord de financement n° 1559P	Clôturé
<b>ProDAF/FIDA&amp;ASAP</b>		
ProDAF/ASAP	Instrument financier n° 20000001117	Actif
ProDAF/FIDA Don	Instrument financier n° 20000001116	Actif
ProDAF/FIDA Prêt	Instrument financier n° 20000001115	Actif
Prêt supplémentaire FIDA	Instrument financier N° 2000000111542	Actif
Don supplémentaire FIDA	Instrument financier N° 2000000111541	Actif
Don supplémentaire	Instrument financier n° 2000000111645	Actif
Prêt supplémentaire	Instrument financier n° 2000000111647	Actif
<b>ProDAF/OFID</b>		
Prêt /OFID	Prêt N° 1683P	Actif
<b>ProDAF/FEM</b>		
ProDAF/FEM	Don N°200001618	Actif

## INTRODUCTION

Dans le cadre de l'opérationnalisation de ses politiques et stratégies de développement, notamment, le PDES (2018-2023) et le Plan d'Action 2016-2020 de l'initiative 3N « les Nigériens Nourrissent les Nigériens » dont l'objectif global est de « Contribuer à mettre durablement les populations nigériennes à l'abri de la faim et de la malnutrition et leur garantir les conditions d'une pleine participation à la production nationale et à l'amélioration de leurs revenus », le Niger a sollicité et obtenu de ses partenaires techniques et financiers le financement de plusieurs projets et programmes de développement.

Le Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) qui en constitue l'une des opérations majeures est l'aboutissement de la volonté du Gouvernement du Niger et du FIDA avec l'appui d'autres bailleurs multilatéraux et bilatéraux pour soutenir l'agriculture familiale. En vue d'une mise à l'échelle des acquis en matière de lutte contre la pauvreté et de l'insécurité alimentaire la mise en œuvre de ce programme s'inscrit également dans le Programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP 2013-2021) du FIDA. En effet Le ProDAF ambitionne de mettre à grande échelle les expériences positives des projets financés par le FIDA, notamment le PASADEM et le PPI-Ruwanmu dans les Régions de Maradi, Tahoua et Zinder sur une période de 8 ans (2015-2023). La zone d'intervention du programme s'est élargie avec l'extension de l'intervention à la région de Diffa à travers la mobilisation d'un Don de la Coopération Norvégienne (NORAD) en complément du reliquat de l'Allocation du FIDA pour le Niger pour la période 2016-2018. En tenant compte de cette extension du programme, le financement global s'élève à environ 246 millions de dollars US.

L'exécution du ProDAF se base sur des Plans de Travail et Budgets Annuels (PTBA). La mise en œuvre du programme fait annuellement l'objet d'au moins de deux missions de supervision conjointe FIDA/Gouvernement en vue d'appuyer les unités de gestion pour une amélioration continue de la performance du programme.

Le PTBA 2018, en cours d'exécution a été révisé en juillet et approuvé par la session du Comité de Pilotage (CP) tenue à Tahoua les 7 et 8 août 2018 et validé par le FIDA pour un montant révisé total de 12 081 730 973 FCFA.

C'est donc dans le souci de mieux permettre aux membres du comité de pilotage d'apprécier d'une part les progrès enregistrés sur les plans physique et financier par le ProDAF dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder que ce bilan d'exécution du PTBA 2018 révisé a été élaboré par la CENAT à l'intention des membres du comité de pilotage. Le présent document qui tient lieu de bilan global de l'exécution du programme au 31 décembre 2018, consolide les informations contenues dans les bilans élaborés par les URGP et CENAT.

Le document est structuré de la manière suivante :

- Introduction
- Description succincte du programme
- Vue d'ensemble de l'exécution du programme
- Bilan physique et financier du ProDAF au 31 décembre 2018
- Etat de l'exécution physique et financière du PTBA 2018 par composante et par activité structurante (AS)
- Principales contraintes/difficultés rencontrées et les mesures correctives adoptées
- Etat de mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision conjointe
- Conclusion
- ANNEXES

## I. DESCRIPTION SUCCINCTE DU PROGRAMME

### 1.1 Objectifs et composantes du programme

**L'objectif global** du Programme est de contribuer à assurer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et les capacités de résilience aux crises de 290 000 ménages ruraux des régions de Maradi, Tahoua et Zinder.

**Son objectif de développement** est d'augmenter durablement les revenus de 240 000 exploitations agricoles familiales, leur résilience aux chocs extérieurs, dont les changements climatiques, ainsi que leur accès aux marchés locaux, urbains et régionaux des régions de Maradi, Tahoua et Zinder.

**Les résultats attendus en termes d'impacts de la mise en œuvre du ProDAF** sont entre autres (i) La réduction de l'indice de pauvreté régionale ; (ii) La réduction du taux de malnutrition infantile (% filles/garçons souffrant d'insuffisance pondérale, de malnutrition chroniquement ou aigüe) ; (iii) L'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ciblés (réduction du nombre de mois de la période de soudure, diversité du régime alimentaire) ; (iv) L'amélioration de la résilience climatique de 290 000 des ménages.

**Les principaux indicateurs** retenus pour des impacts en lien avec l'objectif du développement du programme sont les suivants : (i) Le nombre de ménages ayant bénéficié des services du programme ; (ii) La proportion des producteurs/trices ayant augmenté la marge nette de leurs activités agricoles ; (iii) L'augmentation de l'indice d'accumulation des actifs/biens des ménages ciblés ; (iv) L'augmentation des volumes de transaction des produits agricoles sur les marchés réhabilités et (v) Le nombre de producteurs ayant amélioré leur résilience climatique.

Pour atteindre son objectif de développement susmentionné, le ProDAF est structuré en trois composantes dont deux techniques (A et B) et une de coordination, gestion du programme, suivi évaluation et gestion des savoirs (C) :

- **Composante A: Renforcement de l'agriculture familiale durable** : avec comme objectif l'augmentation durable de la productivité des exploitations agricoles familiales.
- **Composante B: Accès aux marchés** : qui vise l'amélioration de l'accès aux marchés pour les entreprises agricoles familiales.
- **Composante C: Coordination et gestion du Projet, suivi-évaluation et gestion des savoirs** : dont l'objectif est de mettre en place les mécanismes permettant de planifier, coordonner, gérer, suivre et évaluer la mise en œuvre des activités et les impacts du projet.

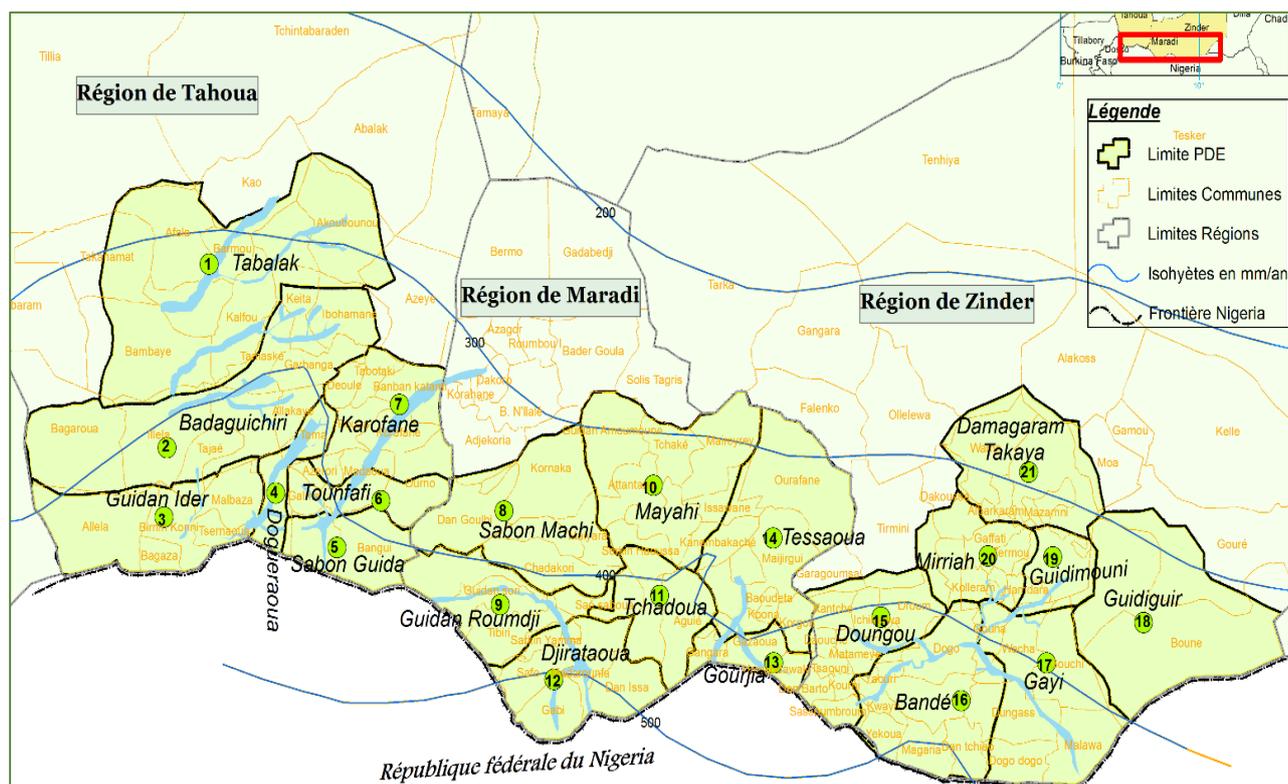
### 1.2 Approches d'intervention et Zone

La mise en œuvre du ProDAF repose sur des équipes comprenant des ressources humaines compétentes, des instruments efficaces de suivi évaluation et de gestion fiduciaire, une base de connaissances conséquente, et un réseau de partenaires diversifié. Le ProDAF est bâti sur les leçons tirées des projets du FIDA (PASADEM pour l'agriculture pluviale et les marchés de céréales, Ruwanmu pour la culture irriguée, les AUE et les marchés de produits maraîchers ainsi que le dispositif de pistes rurales commun aux deux projets) et des autres PTF. Les synergies et complémentarités seront développées avec les autres projets avec lesquels le ProDAF partagera des activités, ainsi qu'avec les autres intervenants dans le domaine de l'adaptation au changement climatique, de la mobilisation des eaux, de la petite irrigation, du développement des marchés notamment les instances communales, les organisations de producteurs tant à la base qu'au niveau régional, et les services techniques de l'état.

Le ProDAF met en œuvre ses activités autour de 21 Pôle de Développement Economique (PDE) dans les régions de Zinder, Maradi et Tahoua comme décrit dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 2 :** Répartition des PDE par région

PDE de Maradi	PDE de Zinder	PDE de Tahoua
1. Tessaoua	1. Gayi	1. Badaguichiri
2. GuidanRoumdji.	2. Bandé/Magaria	2. Guidan Idder
3. Djirataoua	3. Mirriah	3. Karofane
4. Sabon Machi	4. Damagarm Takaya	4. Tounfafi
5. Gourgia	5. Guidimouni	5. Dougueraoua
6. Mayahi	6. Guidiguir	6. Sabon Guida
7. Tchadoua	7. Doungou/Matameye	7. Tabalak



**Carte 1 :** Zone d'intervention du ProDAF

## II. VUE D'ENSEMBLE DE L'EXECUTION DU PROGRAMME

### 2.1. Pertinence du programme

#### □ Par rapport au contexte de la zone d'intervention :

Le ProDAF intervient dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder dans les zones où les contraintes majeures de l'agriculture sont de nature climatique, économique, technique, mais également organisationnelle. L'accès aux facteurs de production (intrants, équipements), aux services d'appui conseil, à la finance rurale et aux marchés reste restreint.

L'intervention du ProDAF se justifie également par la vulnérabilité des populations ciblées. Sur la base des deux enquêtes de référence SYGRI<sup>1</sup> réalisées auprès de 900 ménages des zones cibles du PASADEM (dans la région de Maradi uniquement) et 900 autres du PPI-Ruwanmu (dans les trois régions), il apparaît que plus de 98% des ménages vivent de l'agriculture et utilisent encore pour la plupart des outils manuels. Nombreux sont les ménages faisant également de l'élevage. Toutefois, 56% d'entre eux sont encore confrontés à une longue période de soudure d'environ cinq mois et demi dans la zone PASADEM contre 88% en zone Ruwanmu pour une durée de six mois et demi. Les taux de malnutrition des enfants âgés de moins de cinq ans sont très alarmants, avec 54% des enfants souffrant de malnutrition chronique, 13% de malnutrition aigüe et 41% d'insuffisance pondérale (46%, 19% et 40% respectivement pour le Ruwanmu), ce qui dépasse de très loin les seuils d'urgence de l'OMS (30% pour la malnutrition chronique et 10% pour l'aigüe) et entrave sérieusement le développement humain et économique du pays. La quasi-totalité des ménages utilise du bois pour cuisiner (99-100%) ce qui contribue ultérieurement à la dégradation de l'environnement. Les taux d'analphabétisme restent très élevés, avec seulement 15% de la population masculine sachant lire et écrire et 4% de la population féminine. Les jeunes sont légèrement plus alphabétisés avec des taux.

Le ProDAF, avec son paquet d'activités axées essentiellement sur (i) la protection et d'aménagement de la base de production ; (ii) la mise à l'échelle des bonnes pratiques et techniques de production ; (iii) le renforcement du cadre organisationnel des OP pour booster la production agro-sylvo-pastorale et (iii) la création d'un cadre de commercialisation avantageuse pour tous les acteurs des marchés contribuerait à la résolution des contraintes majeures sus évoquées.

#### □ Par rapport aux politiques et stratégies :

Du point de vue cohérence, le ProDAF s'inscrit dans les orientations des politiques régionales agricoles notamment: (i) le cadre stratégique de Sécurité Alimentaire dans une perspective de lutte contre la pauvreté (CSSA) du CILSS; (ii) la politique agricole de l'UEMOA (PAU); et (iii) la politique agricole de la CEDEAO (ECOWAP).

Le ProDAF est en cohérence avec le Programme d'Option Stratégique du FIDA pour le Niger (COSOP) 2013-2018 prorogé à 2021. Il est également en cohérence avec la stratégie de ciblage, du genre, et de changement climatique du FIDA. Il est aligné avec les instruments de politique de développement et de soutien aux différents secteurs économiques et en particulier au secteur agricole : (i) *la Stratégie de Développement Durable et Croissance Inclusive (SDDCI) Vision 2035 promue par le Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire* ; (ii) *le Programme de Développement Économique et Social (PDES) 2012-2015 revu pour la période 2017-2021* et ; (iii) *la Stratégie*

<sup>1</sup> SYGRI: Système de Gestion des Résultats et de l'Impact

de Petite Irrigation au Niger (SPIN), l'Initiative 3N (i3N) et le Plan d'action de 2016-2020 de l'Initiative 3N pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le développement agricole durable.

## 2.2. Efficacité et efficience du programme

Au 31 décembre 2018, le niveau d'exécution des activités prévues au titre du PTBA 2018 du ProDAF pour l'ensemble des guichets est évalué de point de vue physique à un taux global de 85% dont 84% pour le guichet ProDAF/FIDA/ASAP, 82% pour le FEM, 91% pour le ProDAF/OFID. Le taux de réalisation financière est de 88% tout guichet confondu.

Les processus de mise en œuvre des activités sont bien avancés dans toutes les régions, soit un peu plus deux ans, les guichets<sup>2</sup> ProDAF/FIDA&ASAP, ProDAF/OFID, ProDAF/FEM ont déjà enregistré d'importantes réalisations pour les activités financées ou cofinancées. Ainsi l'on peut noter à titre de bilans non exhaustifs :

- ❑ 171 001 Ménages bénéficiaires des actions du programme (50% par rapport à la cible globale DCP) ;
- ❑ 11 246ha (soit 56% de la cible globale) de terres dégradées récupérées ;
- ❑ 75 065 ha de terre mis en régénération naturelle assistée (RNA), soit 45% de la cible globale (193 425);
- ❑ 345 Champs Ecoles Paysans (CEP) mis en place et animées soit 41% de la cible globale (845)
- ❑ 481 CEPM mis en place, soit 59% de la cible globale (821).
- ❑ 133 DIPE<sup>3</sup> soit un taux de 63% de la cible globale mis en place et animés (210);
- ❑ 2568 kits caprins (soit 58% de la cible globale 4440) mis en place au profit de 2568 femmes ménages vulnérables des régions de Tahoua, Maradi et Zinder ;
- ❑ 36 greniers féminins de soudure mis en place (soit 40% de la cible globale : 90) et approvisionnés (360 tonnes dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder pour le renforcement de la résilience des ménages ;
- ❑ 229 tonnes de kits de semences-engrais distribuées aux ménages vulnérables dans les trois régions soit 44% de la cible globale (518)
- ❑ 206 centres alpha (dont 82 pour 2018) mis en place et opérationnalisés soit 57% de la cible globale (360)
- ❑ 5 Maisons de paysan construites (100%) dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder;
- ❑ 6 seuils de type 1 construit dans la région de Zinder
- ❑ 3 Marchés de demi-gros à travers le PASADEM réceptionnés
- ❑ 1 centre de collecte et 2 plateformes de commercialisation construits à Zinder
- ❑ 108,44 km de pistes rurales à travers le PUSADER+ réalisés en cinq (5) tronçons.
- ❑ 123,19 km de pistes rurales à travers le PPI-Ruwanmu réceptionnés, réalisés en trois tronçons.

En plus de ces produits livrés, plusieurs chantiers sont en cours pour la réalisation des ouvrages de mobilisation des eaux, des plateformes, Marché de demi-gros et pistes ainsi que les études de faisabilité et le recrutement des entreprises et cabinets de contrôle.

- ❑ Ouvrages de mobilisation des eaux (mini barrage, seuils et Petit périmètre irrigué communautaire).

**Niveau étude de faisabilité :** Le recrutement de cabinet d'étude pour l'aménagement de la mare de Lassouri est en cours à Zinder tandis que les TDR de

---

<sup>2</sup> Pour les autres guichets (PASADEM, PPI-Ruwanmu et PUSADER+) des bilans spécifiques sont élaborées comme annexe du présent document.

*l'étude de faisabilité de la mare de Babayé sont élaborés à Maradi et le rapport du schéma d'aménagement de la mare de Dan Douchi est disponible pour Tahoua.*

*Concernant les seuils, les rapports APS, APD et DAO sont disponibles à Maradi et les cabinets d'étude de faisabilité sont en cours de recrutement à Zinder. A Tahoua, les cabinets d'étude de faisabilité sont en cours de recrutement pour les seuils de 2019 et en cours de signature pour les 15 seuils de 2018.*

*Le recrutement des cabinets d'études pour l'aménagement des mini-barrages est en cours à Zinder, et le contrat en cours de signature à Tahoua. A Maradi, les rapports APS, APD et DAO sont disponibles pour les PPC en remplacement des mini-barrages.*

**Niveau de recrutement des entreprises BTP :** *un contrat signé pour la réhabilitation de mini-barrage à Zinder ; contrats en cours de signature (Tahoua et Maradi) et en cours de notification lot 2 de 4 seuils (Maradi) pour les travaux de seuils de type 1 et 2.*

**Niveau de recrutement des bureaux de contrôle :** *les bureaux de contrôle des travaux des seuils sont recrutés au niveau de toutes les unités et le recrutement de cabinet pour les seuils de type 2 est en cours à Maradi.*

**Niveau des travaux :** *la remise des sites de réhabilitation de mini barrage de Gayi est faite et est en préparation pour les 9 seuils.*

- ❑ *Infrastructures de marchés (Plateformes, marché de demi-gros et centre de collecte/maison de paysan)*

**Niveau étude de faisabilité :** *les rapports APD et DAO disponibles pour les CC de Koumassa et Koundigué et pour les MDG (Tahoua) ; DAO validé pour l'étude de 2 centres de collecte et APD du MDG de Mirriah en cours d'élaboration à Zinder ; les DANO envoyées pour les TDR de recrutement des bureaux d'étude des CC et MDG à Maradi ; PGES en cours d'élaboration pour 3 plateformes de Zinder et demande envoyée pour l'avis de conformité de la Mini-AEP de Sabon Machi.*

**Niveau de recrutement des entreprises BTP :** *signature de contrat des travaux de construction des CC en cours (Tahoua) et DAO lancé et plis ouverts à Maradi.*

**Niveau de recrutement des bureaux de contrôle :** *contrôle des travaux en cours pour les plateformes (Guidimouni à Zinder, Gourjia à Maradi et Dogueraoua et Kehehe à Tahoua), pour le MDG de Sabon Guida à Tahoua et Mini-AEP de Sabon Machi à Maradi.*

**Niveau des travaux :** *réception provisoire de 2 plateformes (bandé et Doungou) et 1 CCS (Babban Rouwa) à Zinder ; travaux en cours pour 4 plateformes dont 1 à Zinder, 2 à Tahoua et 1 à Maradi ; travaux en cours pour 2 MDG (1 à Guidan Roudmji et 1 à Sabon Guida) ainsi que la Maison de paysan de Sabon Guida.*

- ❑ *Piste de desserte*

**Niveau étude de faisabilité :** *APD et DAO disponibles pour 119 km de pistes neuves dont 59 km à Zinder et 60 km à Tahoua, et de 90 km de pistes à réhabiliter à Tahoua. Des groupements de cabinets d'études recrutés pour les études de pistes neuves et de réhabilitations de Maradi.*

**Niveau de recrutement des entreprises BTP :** *contrats enregistrés pour les travaux de 13,3 km de pistes neuves et de 43 km de réhabilitation (Zinder) et contractualisation en cours pour les travaux de 53,3 km dont 20,6 km à Zinder et 32,7 km à Tahoua. Le dépouillement des offres en cours pour les pistes de Maradi.*

**Niveau de recrutement des bureaux de contrôle :** 1 cabinet de contrôle des travaux de pistes est recruté à Maradi. Les bureaux sont et les contrats en signature à Zinder et processus de recrutement en cours à Tahoua.

L'efficacité de l'équipe du programme est quant à elle matérialisée par la gestion de la mise en œuvre de plusieurs guichets de financement et la poursuite des actions de mobilisations de ressources supplémentaires.

### **2.3. Effets et impacts du programme**

Après trois ans de mise en œuvre, même s'il n'y a pas eu d'évaluation pour une appréciation suffisante et globale les effets/impacts du programme, on peut néanmoins relever quelques effets spécifiques liés à la mise en œuvre d'un certain nombre d'activités. Il s'agit de :

- Dans le cadre des activités TBV, il ressort que les sites ProDAF de la région de Maradi ont enregistré en 2017 un taux additionnel de biomasse de 75,60% par rapport au témoin (Rapport étude sur la situation de référence des indicateurs biophysiques ; CNSEE 2017).
- Dans l'intensification agricole (agriculture /élevage) on note de taux d'adoption variant de 75 à 100% à la 1ère année d'installation du dispositif d'encadrement aux méthodes et techniques de production agricole (CEP/CEPM, ACAP) au profit de 4 261 personnes (dont 1 137 femmes); taux d'adoption de 100% des techniques d'intensification de la production animale enregistré au niveau des 450 personnes formées à travers les DIPE mis en place en 2016 ; 94% des apprenants ont adopté au moins deux thématiques après 2 ans de mise en œuvre des DIPE; 95 % des apprenants font spontanément la vaccination de leurs animaux ; 56% de taux de croît brut du cheptel de observé après 2 ans d'opération «kits caprins».

En plus des effets enregistrés cités ci-dessus relatifs aux activités exclusivement financées sur les fonds ProDAF (OFID, FIDA, ASAP, FEM, Contribution bénéficiaires et Etat), on relève dans le rapport d'études thématiques sur les pistes rurales conduites dans le cadre de l'achèvement du PPI RUWANMU les effets suivants :

- L'amélioration des recettes des communes bénéficiaires à travers la mobilisation des recettes additionnelles issues des activités des usagers des pistes avec un taux d'amélioration des recettes variant de 15,12% (A Matameye) à 178% (A Bandé) ;
- La réduction de pertes liées au transport d'environ 67% ;
- Une augmentation des revenus des principaux bénéficiaires variant de 16 à 86%.

### **2.4. Avancement de la mise en œuvre de l'Approche PDE**

La stratégie de mise en œuvre du ProDAF se base sur l'approche Pôle de Développement Economique (PDE) qui consiste à : (i) protéger et sécuriser durablement la base de la production agro-sylvo-pastorale ; (ii) booster la production dans les bassins de production tout en renforçant les capacités d'organisation des producteurs ; (iii) créer les conditions d'une commercialisation avantageuse aux acteurs des marchés ruraux et de valorisation des produits (transformation et la conservation) par le développement des marchés, et l'amélioration du réseau routier (désenclavement des zones de production).

Elle se base sur une concentration des activités par phasage au niveau des 21 Pôles de Développement Economique (PDE) dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder en vue de maximiser les impacts de ses interventions de façon suivante :

**Tableau 3 :** Synthèse de la planification stratégique des activités du ProDAF sur les 8 ans<sup>4</sup>

Nb PDE pour les trois régions / An / Phase	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Phase 1 (P1) :</b> Reconnaissance des sites et études de base	2	4	2	1				
<b>Phase 2 (P2) :</b> Ingénierie sociale stratégique, études génie civile	11	3	7	5	2	2		
<b>Phase 3 (P3) :</b> Ingénierie civile, ingénierie sociale opérationnelle, appui-conseil technico-économique	3	12	12	7	7	5	4	4
<b>Phase 4 (P4) :</b> Appui à la Gestion de l'infrastructure, appui-conseil technico-économique				8	12	7	6	5
<b>Phase 5 (P5) :</b> Stratégie de Sortie et mesures de l'impact						7	11	6

Le niveau d'avancement de la mise en œuvre de l'approche PDE se déroule comme prévue avec 1 PDE en phase 1 (*Damagaram Takaya*) ; 7 PDE en phase 2 (*Mirriah, Guidiguir, Gayi, Karofane, Badaguichiri, Tounfafi et Guidan Idder*) et 13 PDE en phase 3 (*Bandé, Doungou Guidmouni, Tessaoua, Guidan Roundji, Sabon Machi, Djirataoua, Tchadoua, Gourjia, Mayahi, Sabon Guida, Doguéraoua et Tabalak*). Suivant les régions, la situation se présente comme suit :

Depuis le démarrage du programme, les activités sont planifiées et mises en œuvre en articulation avec celles enclenchées par les anciens projets PASADEM et PPI-Ruwanmu et sur la base de principes directeurs que sont entre autres: la concentration d'activités autour des bassins de production et marchés, l'appui à l'émergence et au renforcement des capacités d'une société civile organisée en milieu rural (Hadin Gwiwa, OP) participant aux prises de décisions, une stratégie opératoire alliant ingénierie sociale d'abord puis civile après et le déploiement des activités et à quelques exceptions près selon le phasage pré-élaboré. Ainsi, les PDE en phase 1 ont démarré par un investissement en ingénierie sociale stratégique conduite avec l'appui des chambres régionales d'agriculture (CRA) et les OP faitières pour préparer les bénéficiaires à participer à la planification, puis à la mise-en-œuvre des aménagements structurants dans la perspective de leur pérennisation. Les PDE en phase 2 en même temps qu'ils connaissent actuellement une phase intensive d'ingénierie sociale stratégique, bénéficient également des activités d'appui conseil technico-économique (CEP/CEPM/ACAP, RNA, DIPE, Kit petit ruminant, PI, TBV, AGR etc.) et des études de faisabilités pour préparer la réalisation d'infrastructures économique en 2018 ou 2019. Les PDE en phase 3 (Démarrage des travaux d'ingénierie civile, ingénierie sociale opérationnelle, appui conseil technico économique) connaissent à Maradi et Zinder la réalisation de marchés de demi gros, centres de collecte, pistes rurales et vont connaître dans la région de Tahoua le démarrage des premiers travaux de construction de marché de demi-gros et de plateformes commerciales, pendant que toutes les autres activités de restauration de la base productive et d'appui conseil technico économiques y sont conduites (TBV, CEP/CEPM, RNA, ACAP, PI, etc.).

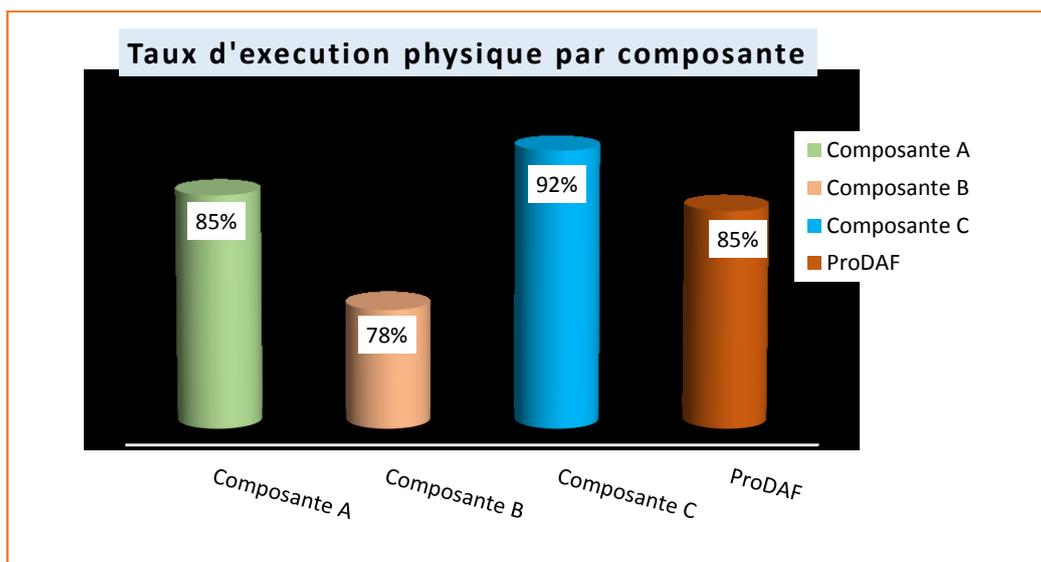
### III. BILAN PHYSIQUE ET FINANCIER DU PTBA 2018 DU ProDAF AU 15 octobre 2018

#### 3.1. SYNTHÈSE DES RÉALISATIONS PHYSIQUES DU PTBA (PRODUITS LIVRES/ATTEINTS) AU 15 octobre 2018 PAR COMPOSANTE TECHNIQUE

##### 3.1.1. Synthèse de l'exécution physique par composante

A la date du 31 décembre 2018, le taux d'exécution physique (TEP) global du PTBA est estimé à 85% avec 85% pour la composante A, 78% pour la composante B et 92% pour la composante C.

<sup>4</sup> Rapport final Appui à la Planification Stratégique (Octobre 2016)

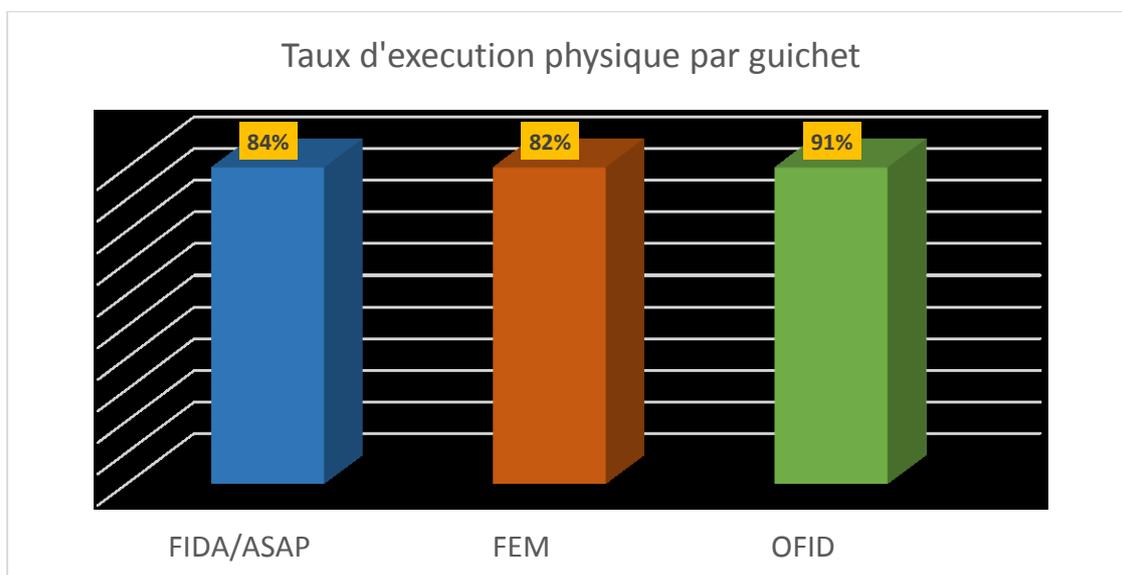


**Figure 1:** Exécution physique globale du PTBA 2018 et par composante

Par ailleurs avec l'aboutissement du processus de passation de marchés de plusieurs dossiers (seuils, centres de collectes, etc.) et de plusieurs DANO, la composante B connaîtra en début de l'année 2019, une évolution significative.

### 3.1.2. Synthèse de l'exécution physique par guichets

Les taux d'exécution physiques globaux des guichets à la date du 31 décembre 2018 sont déclinés sur le graphique ci-dessous : Ainsi on note: 84% pour le guichet ProDAF/FIDA/ASAP, 82% pour ProDAF/FEM, 91% pour ProDAF/OFID.



**Figure 2:** Exécution physique du PTBA 2018 par guichet de financement

### 3.1.3. Synthèse des produits atteints/livrés au titre du PTBA-2018 au niveau de la composante A « Renforcement durable de l'agriculture familiale »

**Tableau 4 :** Produits livrés/atteints pour la composante A au 31 décembre 2018

Activité Structurante	Composante/ Activités Structurantes/Sous Activités	Unité	Cibles PTBA 2018	Réalisation 2018	TR_PTBA 2018
<b>AS1 : Aménagement des Bassins Versants (BV)</b>	Récupération des terres dégradées en amont des bassins versants	Ha	2 150	2 159	100%
	Traitement des bassins versants contre l'érosion et le ruissellement	Ha	1 050	1 134	108%
	Fixation des dunes (mares et cuvettes)	Ha	465	461	99%
	Confection de Haies vives	Ha	50	110	220%
	Aménagements des couloirs de passage et espaces sylvo-pastoraux	Ha	950	838	88%
	Promotion de la régénération naturelle assistée	Ha	41 350	54 547	132%
<b>AS2: Infrastructures de mobilisation des eaux</b>	Seuils d'épandage type 1 en série étudiés/en études	Nbre	78	14	18%
	Seuils d'épandage type 1 en série construits	Nbre	24	3	13%
	Seuils d'épandage type 2 en série étudiés/en études	Nbre	24	1	4%
	Seuils d'épandage type 2 en série construits	Nbre	3	0	0%
	Mini barrages étudiés/en études	Nbre	17	13	76%
	Mares étudiées	Nbre	3	1	33%
	Mini barrages construits	Nbre	1	0	0%
<b>AS3. Aménagement des bassins de production</b>	Microprojets de binômes irrigants liés aux nouveaux bassins de production	Ha	355	207,81	59%
	Travaux d'aménagement hydro agricoles en aval des mini barrages	Ha	60	0	0%
<b>AS4. Adaptation de l'Agriculture pluviale aux changements climatiques</b>	Champs Ecoles Paysans (CEP)	CEP	158	138	87%
	Mise en place de l'Appui Conseil Agricole Paysan (ACAP)	Ha	3 026	3 076	102%
<b>AS5. Développement des cultures irriguées</b>	Champs Ecoles Paysans Maraîchers (CEPM)	CEPM	140	115	82%
<b>AS6. Amélioration de l'aviculture et du petit élevage</b>	Services Vétérinaires Privés de Proximité (SVPP)	Nbre	3	2	67%
	Vaccination contre la maladie de Newcastle	Nbre	6	5	83%
	Démonstrations d'Initiatives Paysannes en Elevage (DIPE)	Nbre	41	41	100%
	Octroi kits animaux (caprins)	Kits	600	900	150%
	Octroi kits animaux (volailles)	Kits	900	603	67%
<b>AS7. Renforcement organisationnel et institutionnel</b>	Signature Conventions avec CRA, DRA, COFO et fédérations OP	Nbre	7	8	114%

Activité Structurante	Composante/ Activités Structurantes/Sous Activités	Unité	Cibles PTBA 2018	Réalisation 2018	TR_PTBA 2018
<b>AS8. Leadership féminin et amélioration sécurité nutritionnelle</b>	Mise en place Grenier Féminin de Soudure/Banque céréalière (bâtiment, stock, petit équipement et appui gestion)	Nbre	38	22	58%
	Mise en place Jardins de cases JDC/ (kits Semences Cassia tora, Moringa, kits engrais)	Nbre	250	221	88%
	Kits suivi nutritionnel des enfants et Kits IEC au profit des relais communautaires	Nbre	537	534	99%
	Promotion des Activités Génératrices de Revenus (femmes et jeunes)	Nbre	110	90	82%
	Alphabétisation des femmes/jeunes	Centre	88	82	93%

**Commentaire :** En ce qui concerne la livraison des produits et/ou de services en relation avec l'exécution du PTBA, il ressort de l'analyse du tableau ci-dessus que pour la composante 1, qui dispose de 29 indicateurs, 18 indicateurs ont des taux très satisfaisants dépassant les 70% ; 4 ont des taux moyennement satisfaisants compris entre 40% et 70%. Cependant, on note également que 7 indicateurs ont des niveaux de réalisation inférieurs à 40%. Ces indicateurs à faible taux de réalisation concernent principalement les ouvrages de mobilisation des eaux dont les études de faisabilités prévues ne sont pas encore finalisées, les aménagements autour de ces ouvrages, les activités de vulgarisation des techniques agricoles (CEPM) dont la mise en œuvre vient de commencer et les kits petit élevage (caprins et volaille).

### 3.1.4. Synthèse des produits atteints/livrés au titre du PTBA 2018 au niveau de la composante B « Accès aux marchés des exploitations familiales »

**Tableau 5 :** Produits livrés /atteints pour la composante B au 31 décembre 2018

Activité Structurante	Composante/ Activités Structurantes/Sous Activités	Unité	Cibles PTBA 2018 révisé	Réalisation 2018	TR_PTBA 2018
<b>AS9. Développement des infrastructures commerciales</b>	Marchés de Demi Gros (MDG) étudiés/en études	Nbre	4	2	50%
	Marchés de Demi Gros (MDG) construits/en construction	Nbre	2	0	0%
	Maisons de Paysans (MP)	Nbre	1	1	100%
	Plates-formes de commercialisation construites	Nbre	4	2	50%
	Centres de collectes Satellites (CCS) construits	Nbre	6	1	17%
	Centres de collectes Satellites (CCS) étudiées/en études	Nbre	4	4	100%
<b>AS10. Construction/réhabilitation des pistes rurales</b>	Travaux neufs	Km	169	0	0%
	Linéaires de pistes neuves étudiées	Km	152	59	39%
	Linéaires de pistes à réhabiliter étudiées	Km	95	0	0%
	Travaux réhabilitation	Km	79	0	0%

Activité Structurante	Composante/ Activités Structurantes/Sous Activités	Unité	Cibles PTBA 2018 révisé	Réalisation 2018	TR_PTBA 2018
AS11. Développement des structures de gestion des infrastructures	Convention avec un prestataire spécialisé pour mise en place des structures de gestion des MDG	Nbre	3	3	100%
AS12. Promotion d'activités commerciales au sein des PDE	Renforcement des promoteurs et des Petites et Moyennes Entreprises (PME)	Grpe/ Indiv	30	50	167%
	Renforcement des capacités des Institutions Financières (IF)	Nbre	8	5	63%
	Financement des promoteurs	Nbre	35	6	17%
AS13. Développement des échanges transfrontaliers	Appui à la Mise en place de cellules techniques locales et des corridors	Appui	3	3	100%

**Commentaire :** Sur les quinze (15) indicateurs de la composante B inscrits au titre du PTBA 2018 on constate que 7 indicateurs ont un niveau de réalisation inférieur à 40% ; 5 indicateurs avec un taux de réalisation satisfaisant avec 100% de réalisation au 31 décembre 2018. Les faibles niveau de réalisation s'expliquent entre autres par le temps relativement long que prennent les travaux de réalisation des infrastructures notamment du processus de recrutement des entreprises/bureaux d'étude, la conduites des études elles-mêmes et le processus de leur validation ainsi que par la faible mobilisation des promoteurs individuels ou en groupements pour le financement des MER.

### 3.2. SYNTHÈSE DES RÉALISATIONS FINANCIÈRES DU ProDAF AU 31 décembre 2018

#### 3.2.1. Synthèse de réalisations financières par guichet

Pour un budget annuel prévisionnel total de **12 081 730 974 FCFA, tous guichets confondus**, le taux de réalisation financière global du ProDAF, au 31 décembre 2018 s'élève à **88%**. En effet un montant de **10 666 447 740 FCFA** a été réalisé pour les trois Unités Régionales de Gestion. Les détails des montants réalisés par guichets sont consignés dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 6 :** Niveau global de réalisation du PTBA 2018 par Guichet

Guichet	Budget Prévu	Réalisations financières	TRF
ProDAF/FIDA	6 498 716 088	6 261 835 513	96%
ProDAF/ASAP	1 702 445 399	1 178 747 945	69%
ProDAF/FEM	711 820 000	672 262 756	94%
ProDAF/OFID	2 056 975 202	1 881 631 905	91%
CONTREPARTIE ETAT	630 874 285	449 677 565	71%
CONTRIBUTION BENEFICIAIRES	480 900 000	222 292 056	46%
<b>Total général</b>	<b>12 081 730 974</b>	<b>10 666 447 740</b>	<b>88%</b>

Le décaissement faible de 46% pour la contribution des bénéficiaires s'explique par le fait que les activités de financement de la petite irrigation et des MER enregistrent encore certaines contraintes qui méritent d'être étudiées.

### 3.2.2. Synthèse de réalisations financières par composante

**Tableau 7 :** Synthèse de réalisations financières par composante

Composante	Budget Prévu	Réalisations financières	TRF
Composante A	6 304 832 975	5 400 036 870	86%
Composante B	3 998 412 311	3 648 620 993	91%
Composante C	1 778 485 688	1 617 789 877	91%
<b>Total général</b>	<b>12 081 730 974</b>	<b>10 666 447 740</b>	<b>88%</b>

Les réalisations financières par composante sont satisfaisantes, avec un taux global de 88%. Les taux des réalisations sont respectivement de 86% pour la composante A et 91% pour chacune des composantes B et C.

### 3.2.3. Synthèse de décaissement par composante et par guichet

**Tableau 8 :** Synthèse de réalisations financières par composante et par guichet

Guichet	Composante	Budget Prévu	Réalisations financières	TRF
<b>ProDAF/FIDA</b>	Composante A	3 540 955 906	3 311 637 232	94%
	Composante B	1 521 728 893	1 557 254 965	102%
	Composante C	1 436 031 289	1 392 943 316	97%
<b>Total ProDAF/FIDA</b>		<b>6 498 716 088</b>	<b>6 261 835 513</b>	<b>96%</b>
<b>ProDAF/ASAP</b>	Composante A	1 560 139 000	1 102 275 681	71%
	Composante C	142 306 399	76 472 264	54%
<b>Total ProDAF/ASAP</b>		<b>1 702 445 399</b>	<b>1 178 747 945</b>	<b>69%</b>
<b>ProDAF/FEM</b>	Composante A	622 670 000	608 600 836	98%
	Composante C	89 150 000	63 661 920	71%
<b>Total ProDAF/FEM</b>		<b>711 820 000</b>	<b>672 262 756</b>	<b>94%</b>
<b>ProDAF/OFID</b>	Composante B	1 986 875 202	1 833 310 102	92%
	Composante C	70 100 000	48 321 803	69%
<b>Total ProDAF/OFID</b>		<b>2 056 975 202</b>	<b>1 881 631 905</b>	<b>91%</b>
<b>CONTREPARTIE ETAT</b>	Composante A	199 368 069	165 006 165	83%
	Composante B	390 608 216	248 280 826	64%
	Composante C	40 898 000	36 390 574	89%
<b>Total CONTREPARTIE ETAT</b>		<b>630 874 285</b>	<b>449 677 565</b>	<b>71%</b>
<b>CONTRIBUTION BENEFICIAIRES</b>	Composante A	381 700 000	212 516 956	56%
	Composante B	99 200 000	9 775 100	10%
<b>Total CONTRIBUTION BENEFICIAIRES</b>		<b>480 900 000</b>	<b>222 292 056</b>	<b>46%</b>
<b>Total général</b>		<b>12 081 730 974</b>	<b>10 666 447 740</b>	<b>88%</b>

Les taux de réalisations financières varient entre 46% et 90% selon les guichets, tandis que les taux réalisés par guichet et par composante varient entre 10% (CONTRIBUTION BENEFICIAIRES : composante B) et 102% (ProDAF/FIDA : composante B). Le faible taux de

réalisation de la contribution de bénéficiaires est lié aux difficultés rencontrées dans l'opérationnalisation effective du mécanisme de financement à coût partagé.

### 3.2.4. Synthèse de l'exécution financière du PTBA 2018 par catégorie pour les guichets ProDAF/FIDA&ASAP, ProDAF/FEM, ProDAF/OFID

Les synthèses des réalisations financières par catégorie de dépenses et par guichets sont données dans les tableaux suivants :

**Tableau 9 :** Réalisation financière du guichet ProDAF/FIDA&ASAP par catégorie

Libellé	Budget	Réalisations	TRF %
1. TRAVAUX	1 002 576 590	609 426 979	61%
2. EQUIPEMENTS & MATERIELS	314 540 000	380 981 648	121%
3. FORMATIONS	1 025 067 428	893 363 316	87%
4. CONSULTATIONS	1 210 898 412	1 021 241 012	84%
5. BIENS & SERVICES & INTRANTS	3 139 031 221	2 723 508 272	87%
6. DON ET SUBVENTION	278 600 000	79 750 878	29%
7. SALAIRES, INDEMNITES ET COUTS FONCTIONNEMENT	1 230 447 836	880 629 292	72%
<b>Total</b>	<b>8 201 161 487</b>	<b>6 588 901 397</b>	<b>80%</b>

Le taux global de réalisation du guichet ProDAF/FIDA&ASAP est de 80%. Les réalisations financières par catégories varient de 29% à 121% respectivement pour les catégories « Don et subvention » et « Equipement et matériel ».

**Tableau 10 :** Réalisation financière du guichet ProDAF/FEM par catégorie

Libellé	Budget	Réalisations	TRF
2. EQUIPEMENTS ET MATERIELS	-	571 670	0%
3. FORMATIONS	16 000 000	-	0%
4. CONSULTATIONS	41 400 000	25 824 348	62%
5. BIENS, SERVICES ET INTRANTS	619 170 000	596 676 950	96%
7. SALAIRES, INDEMNITES ET COUTS FONCTIONNEMENT	35 250 000	33 371 492	95%
<b>Total général</b>	<b>711 820 000</b>	<b>656 444 460</b>	<b>92%</b>

La réalisation globale du guichet ProDAF/FEM est de 92%. La catégorie « formation » n'a pas fait jusque-là l'objet de décaissement.

**Tableau 11 :** Réalisation financière du guichet ProDAF/OFID par catégorie

Libellé	Budget	Réalisations	TRF
1. TRAVAUX	1 710 499 692	1 842 675 359	108%
2. EQUIPEMENTS & MATERIELS	14 584 026	0	0%
3. FORMATIONS	43 584 743	8 533 184	20%
4. CONSULTATIONS	199 696 672	171 809 844	86%
5. BIENS & SERVICES & INTRANTS	42 410 069	7 858 550	19%
7. SALAIRES, INDEMNITES ET COUTS FONCTIONNEMENT	46 200 000	35 175 294	76%
<b>Total général</b>	<b>2 056 975 202</b>	<b>2 066 052 231</b>	<b>100%</b>

Le guichet ProDAF/OFID est réalisé à 100%. A la date de 31 décembre 2018, la catégorie « Equipements et matériels » n'a pas fait l'objet de décaissement tandis que la catégorie « Travaux » est réalisée à hauteur de 108%.

**IV. ETAT D'EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE DU PTBA AU 31 décembre  
2018 PAR COMPOSANTE, PAR CATEGORIE ET PAR ACTIVITE  
STRUCTURANTE (AS) POUR LES GUICHETS ProDAF/FIDA&ASAP,  
ProDAF/OFID, ProDAF/FEM**

**4.1. Etat de mise en œuvre de la composante A : « renforcement durable de l'agriculture familiale » par Activité Structurante (AS)**

L'évaluation des taux d'exécution physique des activités structurantes (AS), c'est-à-dire l'estimation des niveaux d'accomplissement des tâches élémentaires qui constituent chaque activité ou sous activité de l'AS s'est faite à travers la Méthode à Huit (8) Jalons (M8J). Cette méthodologie permet d'attribuer un taux d'exécution pour toute activité à chaque étape d'évolution de sa mise en œuvre.

L'activité structurante est également appréciée à travers les taux de réalisation physique évalués sur la base des rapports des produits et/ou services livrés à l'issue ou au cours de son exécution et des prévisions effectuées.

**4.1.1. Etat d'exécution physique et financière de l'AS1 : Ouvrages CES/DRS et aménagement des espaces pastoraux dont la cartographie et le SIG**

**a) Objectifs opérationnels**

(i) Récupérer 2150ha des terres dégradées en amont des versants, (ii) traiter 1 050 ha des terres contre l'érosion et le ruissellement (iii) mettre 41 350 ha sous RNA ; (iv) Fixer 465 ha de dune en mouvement ; (v) Concevoir, mettre en place et opérationnaliser le système environnemental géo localisé et (vi) Aménager 950 ha les couloirs de passage et des espaces sylvo-pastoraux, (vii) poursuivre le partenariat avec le PAM sur les sites de convergence.

Ces sous activités permettront entre autres d'améliorer l'infiltration des eaux de ruissellement, de réduire l'érosion et l'ensablement afin de protéger les espaces de production, de restaurer les parcs agroforestiers, d'améliorer la fertilité des sols, d'atténuer les effets du changement climatique en amont et en aval des bassins versants et de suivre les effets impacts des actions d'aménagement des BV.

**b) Stratégies de mise en œuvre**

Les activités d'aménagement des bassins versants sont réalisées sous forme de « Cash for Work/Asset » sur des sites communautaires dont le statut foncier aura été clarifié au préalable. Les travaux sont conduits à travers la poursuite de partenariat avec des opérateurs spécialisés selon les sites d'intervention. Par ailleurs, les travaux sont conduits sur certains sites en collaboration avec le PAM. Ce partenariat consiste pour le PAM d'assurer les réalisations mécaniques et pour le ProDAF la mise en valeur.

Pour la promotion de la RNA, des conventions ont été signées avec également des opérateurs spécialisés à travers un appel à manifestation d'intérêt.

Pour la mise en place du système de suivi environnemental géo localisé y compris le suivi piézométrique, la convention de partenariat a été signée en 2017 et se poursuivie au cours de l'année 2018 avec le Centre National de Surveillance Ecologique (CNSEE). La supervision et le contrôle qualité des activités sont assurés par les services techniques et le ProDAF.

En plus, les autorités administratives et coutumières, l'i3N et les conseils régionaux ont été mobilisés dans des missions de supervision pour s'imprégner et apprécier la mise en œuvre des activités sur le terrain pour assurer la maîtrise d'ouvrage.

L'Assistante technique nationale CC/GRN chargé des questions environnementales de la CENAT a appuyé les URGP dans la conduite des sous activités liées à cette activité structurante.

### c) Niveau d'avancement

Le niveau d'exécution physique des activités de l'AS1 au 31 décembre 2018 est globalement évalué à 88% avec 85% à Maradi, 91% à Tahoua, 104% pour Zinder et 75% pour la CENAT. La réalisation financière au titre de l'AS est de 91%.

**Tableau 12 :** Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS1

Rubriques	Unité	Prévisions 2018		Réalizations 2018		Taux de Réalisation	
		Cibles Prévue	Montant prévu pour 2018	Réalizations Physiques	Réalizations Financières	TRP	TRF
<b>Activité Structurante (AS) 1 : Aménagement des Bassins Versants (BV)</b>			<b>1 754 961 500</b>		<b>1 593 419 415</b>	<b>88%</b>	<b>91%</b>
Récupération des terres dégradées en amont des bassins versants	Ha	2 150		2 159		100%	
Traitement des bassins versants contre l'érosion et le ruissellement	Ha	1 050		1 134		108%	
Fixation des dunes (mares et cuvettes)	Ha	465		461		99%	
Confection de Haies vives	Ha	50		110		220%	
Aménagements des couloirs de passage et espaces sylvo-pastoraux	Ha	950		838		88%	
Promotion de la régénération naturelle assistée	Ha	41 350		54 547		132%	

### d) Contraintes/difficultés rencontrées

La principale difficulté rencontrée est le retard enregistré dans la mise à disposition des fonds ASAP puis FEM ce qui a retardé le démarrage des activités sur le terrain.

### e) Leçons apprises/recommandations

- Anticiper l'élaboration et la signature des conventions de partenariat (dès le mois de novembre 2018 pour les conventions 2019) pour démarrer les travaux à temps (janvier 2019) ;
- Le partenariat avec le PAM permet l'augmentation et l'optimisation des ressources et de couvrir plus de cibles que prévues en matière de restauration et de protection des espaces de production ;
- L'implication de tous les acteurs concernés en premier lieu les communautés pour l'identification et la définition des actions à entreprendre, est gage de succès des opérations sur le terrain ;
- La mise en défens des sites a permis d'améliorer la qualité de l'écosystème et au-delà la diversité biologique.

### f) Perspectives

- Poursuite des activités d'ingénierie sociale autour des COGES et des AUE
- Organisation du forum sur la gestion des sites récupérés ;
- Evaluations de la biomasse induite par la récupération des terres dégradées et leur mise en valeur ;
- Evaluation des opérateurs et élaboration des conventions 2019.

## 4.1.2. Etat d'exécution physique et financière de l'AS2 : Infrastructures de mobilisation des eaux

### a) Objectifs opérationnels :

(i) Recruter et contractualiser avec des cabinets/bureaux pour la réalisation des études de faisabilité 80 seuils d'épandage (deux de type 2), de 2 mini barrages (Tahoua), 2 AHA (Zinder), aménagement d'une (1) mare et de 13 petits périmètres communautaires dans la région de Maradi ; (ii) construire 27 seuils d'épandage dont trois (3) de type de 2, un (1) mini barrage

(Zinder); de 5 petits périmètres communautaires avec 10 ha par périmètre (PPC) à Maradi ; (iii) conduire le processus de recrutement des cabinets pour le contrôle des travaux de réalisation des seuils, mini barrage et petit périmètre communautaire ; (iv) Appuyer le dispositif de collecte et de renseignement de la base de données de HC/i3N pour une meilleure prise en compte des indicateurs de suivi du FEM (effets positifs sur l'environnement mondial et de la résilience des agroécosystèmes) et de l'i3N.

#### **b) Stratégies de mise en œuvre**

La mise en œuvre de cette activité a suivi le processus suivant :

- Confirmation des sites ;
- Dossier de manifestation d'intérêt pour le recrutement du bureau d'étude ;
- Recrutement et contractualisation du bureau d'étude spécialisé ;
- Conduite de l'étude.

Ces études ont permis d'élaborer les APS, APD et DAO pour la sélection des entreprises d'exécution. Pour partager et internaliser les résultats des études avec l'ensemble des acteurs, des ateliers ont été organisés.

L'exécution des travaux de réalisation des seuils type 1 se font à travers la contractualisation avec des entreprises sélectionnées sur la base des appels d'offres ouverts ou restreints selon l'importance des travaux à effectuer.

Le contrôle des travaux se font aussi à travers la contractualisation avec le/les cabinets/bureaux d'études spécialisés sous la supervision de l'URGP, MAG/EL et des STD. Des opérateurs seront mis à contribution pour l'ingénierie sociale autour des sites.

Pour le HC/i3N une convention a été signée en 2018 et celle-ci a porté sur l'opérationnalisation de la collecte des données pour renseigner les indicateurs de l'i3N sur la sécurité alimentaire et du projet dans les zones d'intervention du ProDAF, l'accompagnement pour la réalisation du bilan de la mise en œuvre des programmes d'investissement prioritaire, l'appui à la mise en place du dispositif de suivi-évaluation au niveau des régions, les formations et l'organisation des missions de collecte des données.

Les activités inscrites dans cette convention au titre de cette AS sont les suivantes :

- mise en place d'une base informatique de données intégrant les données du ProDAF au niveau du HCI3N ;
- opérationnalisation de la collecte des données pour renseigner les indicateurs qui sont à charge du ProDAF et de l'i3N ;
- mise en place et le fonctionnement des outils de collecte des données pour alimenter la base de données au niveau des acteurs régionaux ;
- accompagnement des acteurs dans la réalisation du bilan de la mise en œuvre du ProDAF et des programmes d'investissement prioritaire de l'i3N ;
- édition, diffusion des différents produits de suivi-évaluation et de capitalisation des expériences, mise à la disposition des acteurs des informations du dispositif de suivi-évaluation de l'initiative 3N ;
- prise en compte des informations et des données ProDAF dans le dispositif de suivi-évaluation de l'i3N.

#### **c) Niveau d'avancement :**

Au 31 décembre 2018, le taux d'exécution physique l'AS2 est évalué à 66% avec respectivement 66% à Maradi, 89% à Zinder et 57% à Tahoua. La réalisation financière globale de l'AS est à 76%.

Les produits attendus ne sont pas encore disponibles mais on note en revanche, un avancement significatif des études des seuils prévus. Aussi, l'identification de sites de petits

périmètres communautaires ainsi que leur étude de faisabilité avancent normalement au niveau de l'URGP de Maradi.

**Tableau 13 :** Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS2

Rubriques	Unité	Prévisions 2018		Réalizations 2018		Taux de Réalisation	
		Cibles Prévues	Montant prévu pour 2018	Réalizations Physiques	Réalizations Financières	TRP	TRF
<b>AS2: Infrastructures de mobilisation des eaux</b>			<b>1 021 329 718</b>		<b>773 425 108</b>	<b>66%</b>	<b>76%</b>
Seuils d'épandage type 1 en série étudiés/en études	Nbre	78		14		18%	
Seuils d'épandage type 1 en série construits	Nbre	24		3		13%	
Seuils d'épandage type 2 en série étudiés/en études	Nbre	24		1		4%	
Seuils d'épandage type 2 en série construits	Nbre	3		0		0%	
Mini barrages étudiés/en études	Nbre	17		13		76%	
Mares étudiées	Nbre	3		1		33%	
Mini barrages construits	Nbre	1		0		0%	

**d) Contraintes/difficultés rencontrées**

- Lenteur dans l'obtention de l'avis de conformité pour les travaux de seuils d'épandage,
- Lenteur dans la conduite des études de faisabilités techniques pour la réalisation de Petits Périmètres Communautaires, délai échu ;
- Lenteur du processus de passation des marchés.

**e) Leçons apprises/recommandations**

La tenue des chantiers écoles a permis aux différents acteurs (bureau de contrôle, mains d'œuvres qualifiés et techniciens des entreprises, services techniques déconcentrés du génie rural) de se perfectionner sur les techniques de réalisation des seuils d'épandage de type 1 en béton cyclopéen. Du coup cette formation a été le levier pour accélérer la réalisation des travaux de qualité au niveau de tous les sites concernés.

**f) Perspectives :**

- Reprise des travaux du seuil de Falki et réception provisoire ;
- Démarrage des travaux de construction de 16 seuils et de réhabilitation du mini barrage de Gayi (PDE de Gayi) ;
- Finalisation du processus de recrutement des cabinets d'études techniques pour les travaux de construction/réhabilitation de seuils, d'un mini barrage et d'aménagement d'une mare.
- La poursuite du processus pour l'étude de 15 seuils d'épandage et 2 mini barrages ;
- Poursuite du processus de recrutement du cabinet/ bureau d'étude devant conduire l'étude de 19 seuils d'épandage.

**4.1.3. Etat d'exécution physique et financière de l'AS3 : Aménagement des sites de Petite irrigation**

**a) Objectifs opérationnels :**

(i) Poursuivre l'appui à l'aménagement et la mise en valeur de 335 ha de petite irrigation sous forme de dossiers de microprojets individuels ou en groupements avec les IF à travers le nouveau mécanisme de financement à coût partagé des Microprojets (MP) ; (ii) Assurer l'accompagnement des bénéficiaires en termes d'appui conseil de proximité au niveau des exploitations familiales appuyées par le programme ; (iii) mettre en place et opérationnaliser

un dispositif de collecte des données pour l'analyse économique et financière afin de mieux capitaliser les résultats des appuis.

### b) Stratégies de mise en œuvre

L'activité a été mise en œuvre avec l'appui des Institutions Financières et la CRA à travers des conventions de partenariat. Le financement des aménagements et la mise en valeur au profit des promoteurs sont réalisés selon le mécanisme de financement à coût partagé qui prévoit 40% de subvention apportée par le ProDAF, 10% d'apports personnels et 50% de crédit contracté par les promoteurs. Il s'adresse aux petites exploitations à capacité entrepreneuriale et engagées dans une activité commerciale rentable telle que la petite irrigation.

La CENAT a apporté des appuis nécessaires pour la bonne conduite des sous activités liées à cette activité structurante' à travers l'Assistant Technique chargé des questions de finance rurale appuiera les URGP.

### c) Niveau d'avancement

Les taux d'exécution physiques l'AS3 sont évalués à 45% à Maradi, 104% à Zinder et 16% à Tahoua. Le taux de réalisation financière globale est 58%. En termes de réalisations physiques, on note l'aménagement de 208 ha en petite irrigation à travers le mécanisme de financement à coût partagé.

**Tableau 14 :** Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS3

Rubriques	Unité	Prévisions 2018		Réalizations 2018		Taux de Réalisation	
		Cibles Prévuees	Montant prévu pour 2018	Réalizations Physiques	Réalizations Financières	TRP	TRF
<b>AS3.Aménagement des bassins de production</b>			<b>636 300 000</b>		<b>368 160 365</b>	<b>41%</b>	<b>58%</b>
Microprojets de binômes irrigants liés aux nouveaux bassins de production	Ha	355		207,81		59%	
Travaux d'aménagement hydro agricoles en aval des mini barrages	Ha	60		0		0%	

### d) Contraintes/difficultés rencontrées

- Retard dans le traitement des dossiers des promoteurs par les institutions financières pouvant aller jusqu'à 60 jours démotive les promoteurs ;
- La non-disponibilité des ressources financières au niveau de certaines IF ;
- Le non-respect du FISAN par certains partenaires intervenant dans la petite irrigation ;
- Difficultés à recouvrer les fonds alloués aux producteurs dues à l'insuffisance des capacités de certaines IF à assurer un suivi de proximité des producteurs.

### e) Leçons apprises/recommandations

-Le cadre de concertation mis en place devra se pencher dans les plus brefs délais à la recherche des solutions durables aux contraintes ci-dessus énumérées. Il faut élargir aux promoteurs les institutions financières MECAT et YARDA pour leurs donner plus d'opportunité de choix ;

-Sur la base de l'expérience de 2016 (phase pilote), 2017 et 2018 en cours, il est important de (i) financer les promoteurs par groupements pour réduire les coûts de charge de fonctionnement ; (ii) opérationnaliser le cadre de concertation créée autour de la petite irrigation et (iii) conduire des démarches avec les commissions foncières en vue de réduire les coûts à supporter par les producteurs pour l'établissement des droits de propriété foncière.

#### f) Perspectives

- Renforcement de l'ingénierie sociale pour la mobilisation des promoteurs.
- Poursuite de l'enregistrement des demandes et financement des DMP ;
- Suivi/encadrement des bénéficiaires pour qu'ils puissent tirer meilleur profit des équipements acquis ;
- Poursuite de l'info-Sensibilisation (émissions radio, visite terrain, etc.) sur le crédit agricole ;
- Evaluation de l'opération en vue d'un recadrage éventuel.

#### 4.1.4. Etat d'exécution physique et financière de l'AS4 : Adaptation de l'Agriculture pluviale au changement climatique

##### a) Objectifs opérationnels :

(i) Organiser 3 sessions de formation sur diverses thématiques (CES/DRS/RNA Gestion de fertilité des sols, Gestion intégrée des ravageurs et conduite CEP) au profit des au profit de 160 formateurs (agents de l'agriculture, superviseurs des ONG et animateurs endogènes); (ii) organiser 18 voyages d'études locaux au profit de 560 producteurs et 18 journées portes ouvertes ; (iii) Mettre en place et opérationnaliser 279 CEP dont 121 CEP anciens au profit de 8370 producteurs dont au moins 30% de femmes et 30% de jeunes ; iv) mettre en place l'Appui Conseil Agricole Paysans (ACAP) sur 3026 ha au profit de 6052 producteurs dont au moins 30% de femmes et 30% de jeunes ; v) Synthétiser et traduire le guide national CEP ; vi) recruter trois ADL pour appuyer dans la mise en œuvre de cette activité.

Ces sous activités visent à améliorer la productivité en culture pluviale notamment l'augmentation de 30% des rendements de la production dans les 3 régions. Les cultures pluviales concernées sont essentiellement le mil, le sorgho, le niébé et l'arachide, qui représentent les principales productions de la zone d'intervention et qui sont cultivées dans un contexte de déficit et de variabilité pluviométrique et de sols sableux et lessivés.

##### b) Stratégies de mise en œuvre

Les CEP ont été conduits sous l'encadrement des agents des GSC/ONG et des paysans relais formés et identifiés parmi les anciens stagiaires CEP mis en place et animés par les partenaires du programme.

Quant au dispositif d'appui conseil (ACAP), il est opérationnalisé à travers la signature de contrats de prestations avec les groupements d'appui conseil agricole paysan (GACAP).

Les Directions Régionales de l'Agriculture (DRA) a assuré la supervision technique et l'assurance qualité des opérations dans le cadre d'un protocole d'accord de collaboration qui sera signé à cet effet.

La CENAT a apporté des appuis nécessaires pour la bonne conduite des sous activités liées à cette activité structurante' à travers l'Assistant Technique National Agronome chargé des questions de production agricole.

##### c) Niveau d'avancement :

Le niveau de la mise en œuvre globale de l'AS4 est physiquement de 72% dont 78% à Maradi, 85 à Tahoua et 73% pour Zinder. Le taux de réalisations financières est de 94%.

**Tableau 15 :** Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS4

Rubriques	Unité	Prévisions 2018		Réalizations 2018		Taux de Réalisation	
		Cibles Prévués	Montant prévu pour 2018	Réalizations Physiques	Réalizations Financières	TRP	TRF
AS4. Adaptation de l'Agriculture pluviale aux changements climatiques			652 280 980		614 425 790	72%	94%

Rubriques	Unité	Prévisions 2018		Réalizations 2018		Taux de Réalisation	
		Cibles Prévue	Montant prévu pour 2018	Réalizations Physiques	Réalizations Financières	TRP	TRF
Champs Ecoles Paysans (CEP)	CEP	158		138		87%	
Mise en place de l'Appui Conseil Agricole Paysan (ACAP)	Ha	3 026		3076		102%	

#### d) Leçons apprises/recommandations

L'implication des GACAP (dont les membres sont des anciens meilleurs stagiaires des CEP) dans l'animation des ACAP facilite la vulgarisation et surtout l'adoption des nouvelles techniques/technologies agricoles.

#### e) Perspectives

- Evaluation des CEP et des ACAP ;
- Organisation de journée porte ouverte pour partager les résultats des CEP ;
- Capitalisation des résultats des CEP ;
- Evaluation des partenaires de mise en œuvre et élaboration des conventions 2019.

#### 4.1.5. Etat d'exécution physique et financière de l'AS5 : Développement des cultures irriguées

##### a) Objectifs opérationnels :

(i) Organiser 3 sessions de formation/recyclage au profit des superviseurs/animateurs ; (ii) Mettre en place et opérationnaliser 211 CEPM dont 71 anciens au profit de 6330 producteurs dont au moins 30% de femmes et 30% de jeunes; (iii) Organiser 7 voyages d'études locaux et 22 journées portes ouvertes ; (iv) Organiser un voyage d'étude dans les autres pays, (v) recruter trois (3) ADL (vi) Signer des conventions de collaboration avec des structures scientifiques pour des formations sur les cours spéciaux.

Ces sous activités visent à améliorer la productivité des cultures irriguées, notamment l'augmentation des rendements d'environ 40%.

##### b) Stratégies de mise en œuvre

Les CEPM ont été conduits sous l'encadrement des GSC/ONG, des paysans relais et des agents de l'agriculture dans un cadre contractuel. Aussi la Direction Régionale de l'Agriculture (DRA) assure le contrôle-qualité des CEPM dans le cadre d'une convention de collaboration qui sera signée à cet effet. L'ICRISAT et l'INRAN sont mises à contribution pour renforcer les capacités des formateurs sur des thématiques spéciales.

##### c) Niveau d'avancement :

Le niveau d'exécution physique de l'AS 5 est de 46% dont 73% à Maradi, 26% à Tahoua, 57% à Zinder et 34% à CENAT. Le taux global de réalisations financières est de 77%.

**Tableau 16** : Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS5

Rubriques	Unité	Prévisions 2018		Réalizations 2018		Taux de Réalisation	
		Cibles Prévue	Montant prévu pour 2018	Réalizations Physiques	Réalizations Financières	TRP	TRF
<b>AS5. Développement des cultures irriguées</b>			<b>258 628 986</b>		<b>198 219 680</b>	<b>46%</b>	<b>77%</b>
Champs Ecoles Paysans Maraichers (CEPM)	CEPM	140		115		82%	

#### d) Leçons apprises/recommandations

- Les journées portes ouvertes constituent un cadre d'échanges pour les producteurs des différents bassins de production avec différentes contraintes ;

- L'anticipation dans la production des documents pour la contractualisation avec les GSC/ONGs dans le cadre des CEPM (les TDRs, les plans d'action, les projets de convention la DANO).
- Appuyer les activités connexes à la petite irrigation (foreurs, et réparateurs des motopompes).

**e) Perspectives :**

- Formation/recyclage des encadreurs des nouveaux CEPM ;
- Installation et opérationnalisation des nouveaux CEPM ;
- L'organisation d'un voyage d'étude au niveau national.
- Organisation des cours spéciaux sur le bio pesticide avec le CERRA.

**4.1.6. Etat d'exécution physique et financière de l'AS6 : Amélioration du petit élevage et de l'aviculture**

**a) Objectifs opérationnels :**

(i) Poursuivre la mise en place des 3 SVPP avec VSF démarré en 2017 ; (ii) Mettre en place et opérationnaliser 73 DIPE (dont 32 anciens) en vue de renforcer les capacités des agro-éleveurs et diffuser les technologies pour une meilleure conduite de l'élevage ; (iii) mettre en place 600 kits caprins au profit de 600 ménages vulnérables ; (iv) mettre en place 900 kits volaille au profit de 900 ménages vulnérables ; (v) organiser trois (3) campagnes de vaccination contre la maladie de New Castle dans les villages bénéficiaires de DIPE.

**b) Stratégies de mise en œuvre**

Pour la mise en œuvre de cette activité, les URGP ont signé des conventions de partenariat avec les SVPP pour la conduite des activités au niveau des PDE. La mise en œuvre de cette activité est appuyée par les Directions Régionales d'Elevage (DREL) à travers un protocole d'accord de collaboration pour prendre en charge les missions de supervision pour le contrôle qualité. La CENAT a apporté des appuis nécessaires pour la bonne conduite des sous activités liées à cette activité structurante à travers l'Assistant Technique national vétérinaire chargé des questions de petit élevage et aviculture.

**c) Niveau d'avancement :**

Le niveau d'exécution de l'AS 6 est de 84%. On note un taux d'exécution physique de 94% à Zinder, 57% à Tahoua et 88% à Maradi. En matière de réalisation physique on note :

- 2 SVPP mis en place ;
- 5 campagnes de vaccination contre la maladie de Newcastle ;
- 41 DIPE mis en place ;
- 900 kits petits ruminants ;
- 603 kits volaille.

Le taux global de réalisations financières est de 93%.

**Tableau 17 :** Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS6

Rubriques	Unité	Prévisions 2018		Réalizations 2018		Taux de Réalisation	
		Cibles Prévu	Montant prévu pour 2018	Réalizations Physiques	Réalizations Financières	TRP	TRF
<b>AS6. Amélioration de l'aviculture et du petit élevage</b>			<b>326 132 495</b>		<b>304 848 217</b>	<b>84%</b>	<b>93%</b>
Services Vétérinaires Privés de Proximité (SVPP)	Nbre	3		2		67%	
Vaccination contre la maladie de Newcastle	Nbre	6		5		83%	

Rubriques	Unité	Prévisions 2018		Réalizations 2018		Taux de Réalisation	
		Cibles Prévue	Montant prévu pour 2018	Réalizations Physiques	Réalizations Financières	TRP	TRF
Démonstrations d'Initiatives Paysannes en Elevage (DIPE)	Nbre	41		41		100%	
Octroi kits animaux (caprins)	Kits	600		900		150%	
Octroi kits animaux (volailles)	Kits	900		603		67%	

#### d) Contraintes/difficultés rencontrées

- Le Manque de SVPP dans certains départements, fait en sorte que certains SVPP interviennent au niveau de deux départements, rendant souvent très difficile la conduite des animations des DIPE vue les distance à parcourir ;
- La faible participation aux animations des agropasteurs pendant les périodes de préparation des champs et travaux champêtres ;
- Difficulté d'accès dans certain site pendant la saison pluvieuse.

#### e) Leçons apprises/recommandations

- L'harmonisation des activités des DIPE au niveau des trois URGP, à travers la note de cadrage validée par l'ensemble des acteurs facilite la mise en œuvre et la capitalisation ;
- Le renforcement des capacités des agro éleveurs concours à l'amélioration de la conduite d'élevage et l'accessibilité de certain aliment de base (block multi notionnelle, block à lécher ;
- La contribution du ProDAF dans l'élaboration d'un guide sur les DIPE permettra une harmonisation de mise en œuvre de cette activité ;
- L'appui en kits petit ruminants contribue à la nutrition des ménages et au renforcement du capital cheptel.

#### f) Perspectives

- La poursuite de l'animation des DIPE ;
- Finalisation de la mise en place des kits caprins et volailles ;
- Supervision des Kits animaux ;
- Evaluation des DIPE ;
- Capitalisation de l'activité ;
- Evaluation des partenaires de mise en œuvre et élaboration des conventions 2019.

### 4.1.7. Etat d'exécution physique et financière de l'AS7 : Renforcement organisationnel et institutionnel

#### a) Objectifs opérationnels :

(i) Renforcer les capacités techniques et opérationnelles du HC/i3N, de la CRA, des fédérations, de la DRA, DRGR et du SPR/CR pour faciliter la mise en œuvre des activités sur le terrain. Les appuis porteront principalement sur la logistique, le fonctionnement, les équipements et la formation ; (ii) Appuyer la consolidation et l'opérationnalisation des activités d'ingénierie sociale et autres activités concourant à l'atteinte des objectifs du Programme

#### b) Stratégies de mise en œuvre

Cette activité a été mise en œuvre à travers la signature des conventions de partenariats qui définiront entre autres les objectifs visés, les résultats attendus, les activités convenues et les budgets. Pour le cas spécifique de l'appui à la redynamisation des AUE assurée par les CRA sous la supervision du RECA et des URGP, il est basé sur un travail récurrent d'ingénierie

sociale. La logistique est acquise par l'URGP et mise à la disposition des partenaires. Quant au renforcement du dispositif I3N, il s'agit de mettre en œuvre les activités à travers un plan d'action d'appui établi.

### c) Niveau d'avancement

La réalisation financière au niveau de l'AS7 est à 82% pour une exécution physique de 65%. En termes de réalisation physique on relève la signature des conventions de partenariats avec la DRA, le SPR/CR, la CRA et les fédérations régionales.

**Tableau 18 :** Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS7

Rubriques	Unité	Prévisions 2018		Réalizations 2018		Taux de Réalisation	
		Cibles Prévues	Montant prévu pour 2018	Réalizations Physiques	Réalizations Financières	TRP	TRF
<b>AS7. Renforcement organisationnel et institutionnel</b>			<b>604 541 584</b>		<b>494 349 048</b>	<b>65%</b>	<b>82%</b>
Signature Conventions avec CRA, DRA, COFO et fédérations OP	Nbre	7		8		114%	

### d) Perspectives

- Poursuite des activités d'ingénierie sociale avec la CRA ;
- Poursuite des appuis institutionnels aux partenaires du programme ;
- Appuis aux COFO et fédérations.

#### **4.1.8. Etat d'exécution physique et financière de l'AS8 : Leadership féminin et amélioration de la sécurité nutritionnelle**

##### a) Objectifs opérationnels

(i) Appuyer 1120 femmes et jeunes dans la valorisation des produits agricoles et des produits forestiers non ligneux et des activités non connexe à l'Agriculture à travers le financement de 112 activités génératrices de revenus ; (ii) Renforcer les capacités de 2200 femmes et jeunes, membres des structures de gestion des activités (OP et instances rurales) à travers l'ouverture/reconduction de 148 centres d'alphabétisation fonctionnelles pour une meilleure gestion de leurs structures, de leurs activités et des infrastructures ainsi que l'autonomisation de ces groupes ; (iii) mettre en place et suivre 14 greniers féminin de soudure gérés par les groupement MMD ; (iv) mettre en place de kits agricoles (Semences, bouture de manioc) au profit des ménages extrêmement vulnérables (EV) ; (v) Identifier, former et équiper 120 relais communautaires pour le suivi rapproché des activités liées à la nutrition, la promotion des femmes leaders, le genre etc. ; (vi) doter les animatrices en 67 kits d'animation (femmes relais) ; (vii) mettre en place 350 kits pour le suivi nutritionnel des enfants ; (viii) Signer des conventions avec les services techniques (DREP, DR/PM/PE) et les opérateurs spécialisés.

##### b) Stratégies de mise en œuvre

La mise en œuvre des activités de la sous composante a été faite avec l'appui d'opérateur spécialisé (Alphabétisation, nutrition et activités de leadership féminin) et les services techniques de l'Agriculture (kits agricoles et opération bouture manioc) et de l'Education (supervision alpha) avec lesquels des contrats/conventions seront signés. Le suivi accompagnement des bénéficiaires a été assuré par les STD et les URG. Des contrats seront signés avec des consultants spécialisés pour le renforcement des capacités des groupements féminins sur les AGR respectueuses de l'environnement retenues. Le suivi accompagnement des bénéficiaires est réalisé par le programme et les STD.

La CENAT a apporté des appuis nécessaires pour la bonne conduite des sous activités liées à cette activité structurante à travers l'Assistant Technique National Sociologue.

### c) Niveau d'avancement des activités

Le niveau d'exécution physique de l'AS 8 est de 75% dont 93% à Maradi, 64% à Tahoua et 88% à Zinder. Le taux de réalisation financière de l'AS est de 105%.

**Tableau 19 :** Niveau de réalisations physiques et financières l'AS8

Rubriques	Unité	Prévisions 2018		Réalizations 2018		Taux de Réalisation	
		Cibles Prévues	Montant prévu pour 2018	Réalizations Physiques	Réalizations Financières	TRP	TRF
<b>AS8. Leadership féminin et amélioration sécurité nutritionnelle</b>			<b>578 030 688</b>		<b>605 317 351</b>	<b>75%</b>	<b>105%</b>
Mise en place Grenier Féminin de Soudure/Banque céréalière (bâtiment, stock, petit équipement et appui gestion)	Nbre	38		22		58%	
Mise en place Jardins de cases JDC/ (kits Semences Cassia tora, Moringa, kits engrais)	Nbre	250		221		88%	
Kits suivi nutritionnel des enfants et Kits IEC au profit des relais communautaires	Nbre	537		534		99%	
Promotion des Activités Génératrices de Revenus (femmes et jeunes)	Nbre	110		90		82%	
Alphabétisation des femmes/jeunes	Centre	88		82		93%	

### d) Contraintes/difficultés rencontrées

Le faible niveau d'alphabétisation des compétences locales (animatrices villageoises, relais communautaires et secrétaires (groupements, réseaux, GFS, ...) constitue un frein à la bonne gestion des activités (remplissage des documents de gestion) malgré le renforcement des capacités des bénéficiaires.

### e) Leçons apprises/recommandations

- L'implication des leaders (femme et homme) au cours de l'ingénierie sociale favorise la réussite de l'activité ;
- La création d'un cadre de synergie avec les partenaires dont CONCERN dans le domaine de la sécurité alimentaire et du leadership féminin.

### f) Perspectives

- Poursuite du renforcement des réseaux MMD ;
- Suivi de la reconstitution des stocks placés dans les GFS;
- Démarrage de la construction de 14 magasins GFS ;
- Finalisation de la mise en place des AGR au profit des groupements de femmes et de jeunes.

## 4.2. Etat de mise en œuvre de la composante B : « Accès aux marchés » par AS

Cette composante vise l'amélioration de l'accès aux marchés pour les exploitations agricoles familiales par la construction des marchés de demi gros, des centres de collecte satellites et des maisons de paysans-au sein des 21 PDE dans lesquels plus de 850 km de pistes rurales seront réhabilitées/construites. Ces investissements compléteront ceux des projets PASADEM, PPI Ruwanmu et PUSADER, afin d'assurer une continuité territoriale permettant l'émergence de réseaux régionaux et sous régionaux.

Pour faciliter sa mise en œuvre, elle a été structurée en trois sous composantes à savoir : Aménagements structurants d'accès aux plateformes de commercialisation, Mode de gestion des infrastructures et l'intégration régionale des échanges.

#### 4.2.1. Etat d'exécution physique et financière de l'AS9 : Construction des plateformes de commercialisation

##### a) Objectifs opérationnels :

(i) Poursuivre les travaux de construction de six (6) plateformes de commercialisation (Doguéraoua, Kéhéhé, Gourjia, Bandé, Doungou et Baban rouwa) et d'un (1) marché de demi-gros (Guidan Roumji); (ii) Finaliser les études techniques de 4 MDG dont deux (2) à Tahoua dans les PDE de Badaguichiri et Karofane, un (1) à Maradi dans le PDE de Tchadoua et un(1) à Zinder dans le PDE de Mirriah et de quatre (4) centres de collecte dont deux (2) à Tahoua et deux (2) à Zinder (iii) Achever les travaux de construction de la maison de paysan dans le PDE de Sabon Guida ;(iv) conduire le processus de recrutement des entreprises et démarrer les travaux de construction de sept (7) centres de collectes dont deux (2) Tahoua (Koumassa et Koundigué) au niveau de PDE de Sabon Guida; Un (1) à Maradi dans les PDE de Guidan Roumji ou Sabon Machi et trois (3) à Zinder dans les PDE de Bandé, Guidiguir et Mirriah (v) conduire le processus de recrutement des entreprises et demarrer les travaux de réalisation et installation de trois MAEP avec des poste d'eau autonome au niveau des MDG de Guidan Roumdji, Tessaoua et Sabon Machi, (vi) conduire le processus de passation de marché pour le recrutement d'un cabinet de contrôle et démarrer la prestation du contrôle et surveillance des travaux pour la construction des centres de collecte.

##### a) Stratégies de mise en œuvre

Les activités sont conduites travers la contractualisation de l'exécution avec des cabinets d'études et/ou du suivi /contrôle ainsi que des entreprises pour la réalisation des travaux. Tous les acteurs (les STD, autorités locales, cadres de concertation/ Hadin Gwiwa) sont associés au processus de l'ingénierie sociale y afférente et de suivi et supervision des travaux.

##### b) Niveau d'avancement

Le niveau d'exécution physique de l'AS 9 est à 60%% pour une réalisation financière de 128%. Le niveau d'exécution physique par URGP est de 69% à Maradi, 79% à Tahoua et 91% à Zinder. Les réalisations physiques de l'AS 9 sont entre autres :

- Réception provisoire et technique des infrastructures marchandes ;
- Les études techniques de 2 MDG et 4 CC sont achevées ;
- Le processus de recrutement des cabinets en charges des études de faisabilités techniques d'un centre de collecte et 1 mini-AEP est en cours ;
- Travaux de construction des infrastructures marchandes (MDG et PFC) en cours.

**Tableau 20 :** Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS9

Rubriques	Unité	Prévisions 2018		Réalizations 2018		Taux de Réalisation	
		Cibles Prévue	Montant prévu pour 2018	Réalizations Physiques	Réalizations Financières	TRP	TRF
<b>AS9. Développement des infrastructures commerciales</b>			<b>1 716 347 406</b>		<b>2 205 310 635</b>	<b>60%</b>	<b>128%</b>
Marchés de Demi Gros (MDG) étudiés/en études	Nbre	4		2		50%	
Marchés de Demi Gros (MDG) construits/en construction	Nbre	2		0		0%	
Maisons de Paysans (MP)	Nbre	1		1		100%	
Plates-formes de commercialisation construites	Nbre	4		2		50%	
Centres de collectes Satellites (CCS) construits	Nbre	6		1		17%	

Rubriques	Unité	Prévisions 2018		Réalizations 2018		Taux de Réalisation	
		Cibles Prévue	Montant prévu pour 2018	Réalisations Physiques	Réalisations Financières	TRP	TRF
Centres de collectes Satellites (CCS) étudiées/en études	Nbre	4		4		100%	

#### c) Contraintes/difficultés rencontrées

- Le retard dans l'exécution des travaux consécutif à la mauvaise organisation de l'entreprise et à son manque de volonté d'exécuter les travaux convenablement et conformément aux dispositions contractuelles ;
- La lenteur dans le processus de passation des marchés au niveau du MAG/EL (2 à 3 mois pour obtention d'avis de conformité sur les dossiers des infrastructures).

#### d) Perspectives

##### URGP Zinder

- Atelier de validation de l'Avant-Projet Sommaire (APS) des études techniques et DAO du marché de demi-gros de Mirriah ;
- Recrutement des cabinets chargés du contrôle de 2 CCS dans les PDE de Mirriah et Guidiguir ;
- Poursuite des travaux de construction de la PFC de Guidimouni.

##### URGP Maradi

- Recrutement des entreprises des travaux de forages et MAEP de Tessaoua et Guidan Roumdji (08 novembre 2018) ;
- Lancement des travaux d'un centre de collecte (Dogon Farou) et de la MAEP de Sabon Machi ;
- Lancement des études de faisabilité d'un MDG et 2 centres de Collecte.

##### URGP de Tahoua

- Poursuivre l'exécution des travaux au niveau des 3 sites de construction de plateformes et marché de demi-gros de produits agricoles ;
- Tenir l'atelier de validation du rapport d'étude d'impact environnemental pour les 2 MDG de Badaguichiri et Karofane et clôturé le contrat de prestation pour les études de manière générale. Synchronisation avec le démarrage des travaux financés par le PAMIRTA ;
- Poursuite et finalisation du processus de contractualisation avec les entreprises ainsi démarrer les travaux de construction d'infrastructures des centres de collecte de produits agricoles de Koumassa et Koundigué vers la fin de l'année 2018 ;
- Poursuite et finalisation du processus de recrutement d'un cabinet de contrôle et surveillance des travaux pour ainsi démarrer la prestation vers la fin de l'année 2018.

#### **4.2.2. Etat d'exécution physique et financière de l'AS10 : Construction/réhabilitation des pistes rurales**

##### **a) Objectifs opérationnels :**

(i) Conduire le processus des études techniques pour la réhabilitation / construction de pistes rurales de 307 km dont 98 km à Maradi, 150 km à Tahoua et 59 km à Zinder (ii) Poursuivre les travaux de construction/réhabilitation d'un linéaire de 248 km de pistes rurales dont 99 km à Maradi (PDE de Djirataoua et Sabon Machi), 72 km à Tahoua (PDE Sabon Guida et Tounfafi) et 77 km à Zinder (PDE de Bandé et Gayi) (iii) Poursuivre le processus de recrutement des cabinets qui seront en charge du contrôle et de la surveillance des travaux de construction /réhabilitation 248 km.

### b) Stratégies de mise en œuvre

La conduite des études techniques et la réalisation des travaux de construction/réhabilitation des pistes rurales ont nécessité la signature des contrats avec des cabinets d'études/contrôle et des entreprises des travaux. La passation des marchés est conduite avec la collaboration du Ministère de tutelle.

### c) Niveau d'avancement

Le taux d'exécution physique global est de 64% avec 88% Zinder, 50% Tahoua et 54% à Maradi. La réalisation financière est de 44%.

**Tableau 21 :** Niveau d'exécution physique et financière de l'AS10

Rubriques	Unité	Prévisions 2018		Réalizations 2018		Taux de Réalisation	
		Cibles Prévuees	Montant prévu pour 2018	Réalizations Physiques	Réalizations Financières	TRP	TRF
<b>AS10. Construction/réhabilitation des pistes rurales</b>			<b>1 101 834 240</b>		<b>482 128 484</b>	<b>64%</b>	<b>44%</b>
Travaux neufs	Km	169		0		0%	
Linéaires de pistes neuves étudiées	Km	152		59		39%	
Linéaires de pistes à réhabiliter étudiées	Km	95		0		0%	
Travaux réhabilitation	Km	79		0		0%	

### d) Leçons apprises

La mise à contribution des services techniques concernés (niveau national, régional et départemental) dans la supervision des études sur le terrain et à travers les ateliers de validation des APS et APD est gage d'un DAO de bonne qualité.

### e) Perspectives

#### URGP de Maradi

- La validation de l'APS des études techniques, études d'impact environnemental et élaboration du DAO pour 98 km.

#### URGP de Zinder

- Atelier de validation du DAO de 59 km de pistes rurales dans les PDE de Bandé et Mirriah ;
- Organisation de la remise des sites pour les travaux de construction/réhabilitation de 56,30 km de pistes rurales (Guichet ProDAF/FIDA) et de 20,6 km (ProDAF/OFID) dans les PDE Bandé et Gayi.

#### URGP de Tahoua

- Mission de collecte des actes fonciers pour la recherche du certificat de conformité environnementale et sociale pour les 72,67 Km de pistes rurales ;
- Poursuite et finalisation du processus de contractualisation avec les entreprises ainsi démarrer les travaux de 72,67 Km de pistes rurales dans les PDE de Tounfafi et Sabon Guida ;
- Poursuite et finalisation du processus de recrutement d'un cabinet de contrôle et surveillance des travaux de 72,67 km de pistes rurales dans les PDE de Tounfafi et Sabon Guida.

### 4.2.3. Etat d'exécution physique et financière de l'AS11 : renforcement des structures de gestion

#### a) Objectifs opérationnels :

(i) Poursuivre l'animation des cadres de concertation 'hadin gwiwa' sur les PDE (ii) Mettre en place des nouveaux mini hadin gwiwa au niveau des nouveaux centres de collecte, (iii) identifier et renforcer les capacités des Unions des OP dynamiques qui auront la gestion des centres de collecte ; (iv) poursuivre le renforcement des capacités des structures de gestion des infrastructures marchandes au niveau des PDE bénéficiaires des nouveaux MDG ; (v) mettre en place et animer un Système d'Informations sur les Marchés Agricoles (SIMA) au sein des PDE.

#### b) Stratégies de mise en œuvre

Des conventions de collaboration au niveau de chaque URGP sont signées avec les Chambres Régionales d'Agriculture (CRA), l'ONG AcSSA Afrique respectivement pour l'animation des cadres de concertation "HadinGwiwa", la mise en place et le renforcement des structures de gestion des marchés de demi gros et pour la perspective à l'appui à la gestion des infrastructures des centres de collecte avec les unions et fédération des OP.

Les acteurs économiques du PDE, la collectivité et les autorités administratives et coutumières sont pleinement impliqués dans tout le processus.

#### c) Niveau d'avancement :

Le niveau d'exécution physique global de l'AS 11 au 31 décembre 2018 est de 67% pour un taux de réalisation financière de 84%.

**Tableau 22 :** Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS11

Rubriques	Unité	Prévisions 2018		Réalizations 2018		Taux de Réalisation	
		Cibles Prévuees	Montant prévu pour 2018	Réalisations Physiques	Réalisations Financières	TRP	TRF
<b>AS11. Développement des structures de gestion des infrastructures</b>			301 156 371		254 440 152	67%	84%
Convention avec un prestataire spécialisé pour mise en place des structures de gestion des MDG	Nbre	3		3		100%	

#### d) Contraintes/difficultés rencontrées

- Malgré les différents appuis et efforts développés par l'URGP, le marché de demi gros de Djirataoua reste toujours non fonctionnel, consécutif au faible engagement de certains acteurs dans l'opérationnalisation du marché ;
- Charge de fonctionnement important pour les marchés de demi-gros (personnel et électricité).

#### e) Leçons apprises

- Le contrat de partenariat public privé (PPP) sur la gestion des marchés est un moyen de gestion efficace et pérenne des marchés de demi-gros pour toutes les parties prenantes ;
- L'implication des autorités administratives et coutumières dans l'ingénierie sociale permet la réconciliation des acteurs des marchés et d'avoir un consensus sur la gestion, c'est le cas de l'intervention du préfet et chef de canton de Guidan Roudji à Souloulou et du Gouverneur de Maradi sur le marché de Tchadoua ;
- Coupler la source d'alimentation électrique photovoltaïque (solaire) et la thermique (NIGELEC) pour réduire les charges variables des marchés de demi gros.

#### f) Perspectives

- Organisation d'1 Voyage d'échanges d'expériences à l'extérieur du pays au profit des membres des Hadin Gwiwa de Tounfafi et Guidan Idder;
- Poursuite des animations des Hadin Gwiwa et mini Hadin Gwiwa ;

- La réalisation des diagnostics des OP qui exercent autour des 10 centres de collectes;
- La poursuite de renforcement des capacités des Groupements d'Intérêt Economique (GIE), structures en charge des marchés des PDE ;
- La poursuite de collecte d'information sur les produits agricoles des marchés ;
- La formation des CVGER et BCER en vie associative ;
- La poursuite de renforcement des capacités des acteurs des marchés sur les aspects du développement organisationnel, la gestion et la collecte des taxes ;
- Tenue d'un atelier de reprise de l'ingénierie sociale à Tchadoua.

#### **4.2.4. Etat d'exécution physique et financière de l'AS12 : Appui aux investissements productifs au sein des PDE**

##### **a) Objectifs opérationnels :**

Renforcement des capacités des promoteurs et institutions financières identifiées pour faciliter l'accès au financement des promoteurs des MER et d'activités agricoles ou en lien avec les productions agricoles, la commercialisation (boutiques d'intrants, commercialisation groupée, stockage groupé, transformation, transport, services marchands).

##### **b) Stratégies de mise en œuvre**

La réalisation de cette activité a suivi le processus suivant : (i) identification de l'IF parmi celles qui offrent des services de qualité aux promoteurs des MER ; (ii) Organisation d'atelier d'échange et de partage d'informations sur le financement de l'agriculture et l'amélioration de la méthodologie de crédit aux promoteurs de MER ainsi que sur le nouveau mécanisme de financement à coût partagé.

##### **c) Niveau d'avancement**

Le niveau d'exécution physique de l'AS 12 est de 62% pour un taux d'exécution financière de 55%. Le taux d'exécution physique par URGP est de 96% Zinder, 32% à Tahoua et 69% à Maradi.

**Tableau 23 :** Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS12

Rubriques	Unité	Prévisions 2018		Réalizations au 15 octobre 2018		Taux de Réalisation	
		Cibles Prévuees	Montant prévu pour 2018	Réalizations Physiques	Réalizations Financières	TRP	TRF
<b>AS12. Promotion d'activités commerciales au sein des PDE</b>			<b>186 500 000</b>		<b>103 257 206</b>	<b>62%</b>	<b>55%</b>
Renforcement des promoteurs et des Petites et Moyennes Entreprises (PME)	Grpe/ Indiv	30		50		167%	
Renforcement des capacités des Institutions Financières (IF)	Nbre	8		5		63%	
Financement des promoteurs	Nbre	35		6		17%	

##### **d) Perspectives**

- Financement des 22 promoteurs MER identifiées autour des marchés et dont les dossiers ont été traités ;
- Poursuite de l'identification de nouveaux promoteurs et financement ;
- Finaliser, signer l'avenant à la convention entre l'URP de Tahoua et la BAGRI afin de financer les projets des promoteurs MER Bancables ;
- Suivre et accompagner la mise en œuvre des projets MER financés par BAGRI;
- Poursuivre le renforcement de capacités des MER financés ;
- Continuer les prospections de signature de convention avec YARDA pour le financement d'autres MER ;

- Appuyer les promoteurs identifiés à élaborer leurs dossiers MER pour les soumettre aux IF pour financement.

#### **e) Contraintes/difficultés**

- Conditions lourdes (détention de NIF et de Registre de Commerce) de financement des MER pour les Promoteur Ruraux, ce qui a bloqué longtemps l'avancement de l'activité.
- Le départ de la spécialiste de la BAGRI en matière de crédit agricole ;
- Le retard dans la mobilisation de l'apport de promoteurs ;
- La BAGRI exige une garantie financière pour tout financement de crédit des promoteurs
- La réticence de la BAGRI de financer un individu (la préférence est portée sur les GIE) dans le cadre des MER.

### **4.2.5. Etat d'exécution physique et financière de l'AS13 : Intégration régionale des échanges**

#### **a) Objectifs opérationnels**

Cette sous-composante vise à donner au ProDAF l'opportunité de participer aux dialogues politiques autour de l'amélioration de la connectivité des pôles de développement économique (tels les marchés de demi-gros et les plateformes de commercialisation) et des corridors de transport sous régionaux dans les espaces «Kano-Katsina-Maradi», «Tahoua-Sokoto-Kebbi» et «Zinder-Jigawa/Daura-Kano», couvrant les zones transfrontalières entre le Niger et le Nigéria.

Il s'agit spécifiquement de : (i) Contribuer à une meilleure connaissance du fonctionnement du commerce des produits agropastoraux, (ii) Contribuer à réduire les entraves commerciales et faciliter la libre circulation des produits agropastoraux et (iii) Améliorer le dialogue politique inter-acteurs et assurer le renforcement des capacités des acteurs.

#### **b) Stratégies de mise en œuvre**

L'approche d'intervention de cette sous-composante 2.3, relative à l'intégration régionale des échanges vise à intervenir du technique au politique: (i) niveau Techniques, Etudes et (ii) niveau dialogue politique (au niveau local, national et sous régional). Cette logique d'intervention repose sur une analyse technique rigoureuse des difficultés pour informer les décideurs en toute objectivité et sur un principe de subsidiarité, pour que les difficultés soient traitées au plus bas échelon administratif pertinent.

Les ces activités ont été mises en œuvre avec le concours de trois (03) grands partenaires spécialisés avec lesquels le ProDAF a signé des conventions Cadre de Collaboration. Il s'agit de :

- L'Institut du Sahel (INSAH) du CILSS pour la mise en œuvre du volet technique de la sous composante notamment les études et la réalisation des activités de suivi des flux des produits agricoles/bétail et des entraves au commerce entre le Niger et le Nigeria à travers 3 principaux couloirs de transport ;
- La Chambre de Commerce et d'Industrie du Niger et la Chambre Consulaire de Commerce Nigéro-Nigériane qui seront chargées du renforcement des capacités et les actions de mise en relation des opérateurs, et des acteurs locaux ;
- La Commission Mixte Nigéro/Nigériane sera chargée des aspects politiques aux niveaux national et sous régional.

#### **c) Niveau d'avancement**

Le taux d'exécution physique de l'AS 13 est de 77% dont 83% à Maradi, 80% à Tahoua et 78% à Zinder.

La réalisation financière est de 102%.

**Tableau 24 :** Niveau de réalisations physiques et financières de l'AS13

Rubriques	Unité	Prévisions 2018		Réalizations 2018		Taux de Réalisation	
		Cibles Prévuees	Montant prévu pour 2018	Réalizations Physiques	Réalizations Financières	TRP	TRF
<b>AS13. Développement des échanges transfrontaliers</b>			243 701 844		249 480 897	77%	102%
Développement des échanges transfrontaliers	Appui	3		3		100%	

**d) Contraintes/difficultés rencontrées**

- Les forces de défense et de sécurité dans la zone du corridor sont réticentes dans le cadre de la collecte des données relatives au passage des flux agropastoraux et aux tracasseries routières ;
- Manque d'appui financier suffisant pour les CTL K2M ;
- Malgré les multiples sensibilisations, la majorité des acteurs du commerce préfèrent opérer dans l'informel ;
- Faible niveau d'imprégnation et d'engagement de certains membres de la CTL dans les activités courantes de facilitation des échanges ;
- La mobilité des cadres surtout de forces de défense et de sécurité ralentit leur implication effective dans les actions de promotion de coopération transfrontalière.

**e) Leçons apprises/recommandations**

- La réalisation de plusieurs missions conjointes Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et CTL des corps (Douane, police, Gendarmerie) tout le long du corridor a facilité la mise en œuvre des certaines activités de la sous-composante ;
- Les ateliers d'échanges ont permis aux acteurs de se conformer aux textes et règlements qui régissent le commerce et le transport des produits agropastoraux entre le Niger-Nigéria et dans l'espace CEDEAO notamment le BEC, la fiche d'enregistrement statistique, l'autorisation d'exportation du bétail et les textes communautaires de facilitation du transport routier inter -Etats etc. ;
- L'implication des radios communautaires a facilité la sensibilisation des acteurs de commerce sur le commerce transfrontalier et la gouvernance routière ;
- La tenue de plusieurs rencontres entre les acteurs du commerce transfrontalier ont permis d'échanger des expériences et de dégager des pistes de solutions aux difficultés relevées ;
- La CMNNC doit veiller sur la collaboration entre les agents collecteurs des flux / tracasseries et les corps de métier intervenant dans les contrôles routiers sur le corridor relatif à la collecte des données ;
- La commission mixte Nigéro nigériane de Coopération (CMNNC) doit aider à la recherche de financement et au plaidoyer pour les CTL du Niger et du Nigeria ;
- La CMNNC doit amener les Etats du Niger et du Nigeria à plus de responsabilité dans l'application des textes nationaux et bilatéraux concernant le commerce transfrontalier ;
- Les engagements politiques pris par les responsables politiques au niveau régional doivent être suivis et évalués sur le temps.

**f) Perspectives**

- Renforcement des capacités des 3 nouvelles cellules techniques locales (Zinder, Jigawa et Daoura) et organisation des rencontres d'échange entre les 3 CTL dans le cadre des échanges transfrontaliers ;

- Formation des agents collecteurs des flux transfrontaliers des produits agropastoraux et des agents de la gouvernance routière ;
- Poursuite du suivi des flux des produits agropastoraux au niveau des points de collectes ;
- Poursuite du traitement, analyse et diffusion des résultats des collectes des données sur les flux des produits agropastoraux et de la gouvernance routière ;
- Organisation d'une caravane de sensibilisation sur la diffusion des textes et protocoles régionaux relative à la libre circulation des biens et des personnes dans la zone du corridor en partenariat avec le PRAPS, la GIZ, la CEDEAO et l'UEMOA ;
- Facilitation et participation au processus de signature d'une convention sur la transhumance transfrontalière et la sécurité avec deux Etats fédérés du Nigeria ;
- Opérationnalisation du Bon d'enlèvement et de Commercialisation (BEC) au niveau des marchés de demi gros de Tessaoua et Sabon Machi.

### **4.3. Etat de mise en œuvre de la composante c « gestion et coordination du programme, suivi-évaluation et gestion des savoirs »**

#### **4.3.1. Etat d'exécution physique et financière des activités de suivi-évaluation et gestion des savoirs »**

L'objectif de la présente composante est de mettre en place les mécanismes permettant de planifier, coordonner, gérer, suivre et évaluer la mise en œuvre des activités et les impacts du projet. De manière spécifique, la composante doit faciliter la capitalisation des expériences, partager et communiquer sur les résultats et assurer la gestion de la base des données du ProDAF.

##### **4.3.1.1. *Etat d'exécution physique et financière des activités du Suivi Evaluation du ProDAF***

###### **a) Objectifs opérationnels**

(i) Conduire des études thématique pour capitaliser les effets impacts et les bonnes pratiques et l'amélioration des connaissances contextuelles de la mise en œuvre des activités structurantes du programme ; (ii) Participer à la validation des documents et Financer la convention signée avec le BEEEI dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du CGES, du CPRP et du CGPP du ProDAF (iii) Opérationnaliser le système S&E participatif à travers la poursuite de la mise en place et l'animation des dispositifs (dispositif de ciblage villageois, le dispositif d'analyse économique et financière et le dispositif de suivi carbone EX-ACT) ; iv) Organiser des réunions d'échange/partage avec les partenaires de mise en œuvre (ONG et les services techniques), des Ateliers bilan/programmation (semestriel et annuel) et planification participative (v) participer à l'organisation de deux mission de supervision conjointe FIDA-Gouvernement, (vi) préparer et participer à la signature des conventions avec les institutions de recherche. (Vii) Faciliter la mission d'achèvement du PPI RUWANMU et du PASADEM (Vii) Organiser des séances de renforcements des capacités en matière de SE et de gestion des savoirs au profit d'au moins 90 agents (équipe S&E, partenaires, etc.) afin qu'ils puissent mieux contribuer à l'opérationnalisation le système de S&E.

###### **b) Stratégies de mise en œuvre**

- Pour les études et les missions d'achèvement, des consultants ont été recrutés et seront conduites en collaboration entre les 3 URGP du ProDAF (Maradi, Tahoua et Zinder) ;

- Pour ce qui concerne le suivi de la mise en œuvre des documents de sauvegarde du ProDAF, il est fait en collaboration avec le BEEEI sur la base du plan d'action 2017 de la convention y relative ;
- Les activités de suivi-évaluation sont conduites en concertation avec les URGP et CENAT sur la base d'une feuille de route ;
- Le dispositif de ciblage nominatif est opérationnalisé par les responsables de l'unité S&E des URGP ;
- Le partenariat scientifique avec les universités et institutions de recherche (ICRISAT, AGRHYMET, UAM, Université de GEMBLOUX) est exécuté à coûts partagés ;
- La mise en œuvre d'activité formation des acteurs en S/E est faite sur la base d'un plan de formation élaboré à cet effet.

### c) Niveau d'avancement

Les réalisations physiques des activités de Suivi-évaluation sont entre autres :

- Elaboration des différents plans d'actions 2018 des guichets ProDAF/FIDA, ASAP et FEM ;
- Etudes effets/impacts des pistes PASADEM et PPI RUWANMU ;
- Trois (3) rapports études thématiques sont disponibles ;
- 02 Missions d'achèvement conduites et rapports disponibles ;
- outils S/E harmonisés et base des données renseignée ;
- Animation des dispositifs de suivi Evaluation villageois ;
- Rapports sur la situation de référence de l'AEF des exploitations agricoles et des marchés réalisée ;
- Etude de référence des indicateurs socio-économiques des tronçons de pistes rurales a été réalisée ;
- Etude de référence biophysique et cartographique (CNSEE).

**Tableau 25 :** Niveau de réalisations physiques et financières des activités de S-E

Activité structurante	Paramètre	Maradi	Tahoua	Zinder	CENAT	Total général
Suivi-Evaluation des activités et impacts du programme	Budget Prévu (PTBA)	61 000 000	57 809 988	79 700 000	91 000 000	290 009 988
	Réalisation financière	29 264 548	31 308 922	49 264 784	55 473 518	233 762 832
	TREF (PTBA 2018)	48%	54%	62%	61%	81%
	TEP (PTBA 2018)	53%	56%	69%	60%	60%

### d) Contraintes/difficultés rencontrées

- La disponibilité aléatoire de l'internet rend difficile l'utilisation quotidienne/suivi des activités avec la base de données électronique ;
- La limitation des ressources disponibles sur le financement ASAP n'a permis de conduire aucune activités prévues dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale du ProDAF pour laquelle une convention a été signée avec la BEEEI en 2017 ;
- On note le retard dans la signature de la convention avec le CNSEE pour la mise en place et l'opérationnalisation du dispositif de suivi de carbone lié au tarissement des fonds ASAP devant permettre le financement du plan d'action 2018 de la convention avec le CNSEE.

### e) Leçons apprises/recommandations

- Encourager la production de documents (livrables) portant le logo du ProDAF et qui pourront être utilisé par les acteurs pour une meilleure visibilité ;

- L'expérience des « ateliers locaux de lancement de l'ingénierie sociale au sein des pôles de développement » représente une plateforme de communication interactive efficace, d'appropriation et d'engagements des principaux acteurs au niveau des PDE ;
- Les réunions mensuelles avec l'ensemble des partenaires représentent une plateforme de communication interactive et d'appropriation de l'approche PDE.

#### f) Perspectives

- Poursuite des rencontres mensuelles avec les partenaires ;
- Opérationnalisation du dispositif AEF avec l'appui des GSC/ONG (suivi des 400 exploitants agricoles)
- Poursuite de l'opérationnalisation de la plateforme environnementale régionale
- Relancer rapidement avec le BEEEI les activités entrant dans le cadre de la convention avec le BEEEI pour le Respect du cahier de charge environnemental du Programme dans la région.

### 4.3.1.2. Etat d'exécution physique et financière des activités de Communication

#### a) Objectifs opérationnels

(i) Concevoir et diffuser des lots de supports d'info-communication sur les informations et connaissances déjà existantes (ii) Opérationnaliser la plate-forme d'échange environnementale (iii) Equiper et Opérationnaliser les centres de documentation en vue de faciliter l'accès à l'information aux jeunes diplômés et autres agents de développement (ONG, associations...) au niveau des trois régions.

#### b) Stratégies de mise en œuvre

La mise en œuvre de cette activité est faite en concertation avec les autres URGP et CENAT conformément au Plan d'action annuel de communication 2018 définissant les périodes et les responsabilités pour chacune des activités à conduire, à travers la production des articles, la multiplication et la diffusion des supports d'informations en mettant à contribution les consultants et les imprimeries ; l'appui du chargé de communication et de l'assistante technique junior en changement climatique notamment pour la plateforme d'échanges d'informations environnementales et des ADL pour l'animation des centres de documentation avec des possibilité de partage de documentation entre les trois centres.

#### c) Niveau d'avancement

En matière de communication des actions entreprises ont abouti aux résultats ci-dessous :

- Une Stratégie de communication et plan d'action 2018 élaborés ;
- une maquette du site web du ProDAF élaborée ;
- des supports de communication produits et diffusés ;
- Des actions de communication lors des événements et des caravanes d'info/sensibilisation menées ;
- la bibliothèque électronique mise à jour.

**Tableau 26 :** Niveau d'exécution financière des activités de Communication

Activité structurante	Paramètre	Maradi	Tahoua	Zinder	CENAT	Total général
Communication et Gestion des savoirs	Budget Prévu (PTBA)	18 500 000	21 900 000	21 500 000	10 000 000	71 900 000
	Réalisation	22 798 040	9 156 303	24 095 980	6 147 543	92 603 608
	TREF (PTBA 2018)	123%	42%	112%	61%	129%
	TEP (PTBA 2018)	66%	77%	50%	50%	61%

#### d) Leçons apprises/recommandations

- Un important travail de communication au sein des PDE en collaboration avec les autorités reste à faire sur le ProDAF en termes d'opportunités et d'approches, l'utilisation des radios communautaires apparaît indispensable pour toucher le maximum d'acteurs ;
- Des échanges réguliers sont nécessaires avec les URGP pour identifier les besoins en communication prioritaires ;
- Définir un mécanisme approprié pour le financement des activités de communication ;
- Encourager la production de documents (livrables) portant le logo du ProDAF et qui pourront être utilisés par les acteurs pour une meilleure visibilité.

#### e) Perspectives

- Les actions de communication intenses seront engagées en tenant compte des besoins des différents acteurs au sein des PDE afin de promouvoir l'identité du ProDAF.
- Production et diffusion de publiereportages
- Production d'un clip vidéo sur l'image de marque du Programme
- Production d'articles promotionnels (produits de fin d'année)
- Mise en place effective d'un site web
- Production et diffusion des succès stories (gestion des savoirs)
- Contractualisation avec les radios communautaires pour diffusions de messages sur les activités ;
- Ouverture du centre de documentation au public externe;

### 4.3.1.3. Etat d'exécution physique et financière des activités de Dialogue politique

#### a) Objectifs opérationnels

Apporter divers appuis au Haut-Commissariat de l'I3N tant au niveau national que régional, au MAG/EL et aux Conseils Régionaux et aussi faire face aux requêtes relatives à l'organisation des événements régionaux et nationaux ainsi qu'à l'opérationnalisation des cadres de concertations régionaux.

#### b) Stratégies de mise en œuvre :

Ces appuis sont apportés après la réception et l'analyse des dossiers de requêtes.

#### c) Niveau d'avancement

Les principales activités conduites dans le cadre du dialogue politique au titre du PTBA 2018 sont les suivantes :

- Participation à l'organisation et à la tenue de l'atelier d'échanges entre ProDAF et le CASP, deux programmes financés par le FIDA au Niger et au Nigeria qui œuvrent dans la promotion des échanges transfrontaliers ;
- La contribution aux événements nationaux ;
- Organisation de l'atelier de lancement du ProDAF extension DIFFA ;
- Animation d'une conférence sur le financement agricole dans le cadre du SAHEL;
- Participation aux autres réunions (FISAN, CNSEE, etc.) ;
- Elaboration et signature d'une convention avec le Haut-commissariat à l'I3N.

**Tableau 27 :** Niveau d'exécution financière des activités d'appui au dialogue politique

Activité structurante	Paramètre	Maradi	Tahoua	Zinder	CENAT	Total général
Appui à l'animation du dialogue politique	Budget Prévu (PTBA)	25 000 000	42 000 000	30 000 000	57 000 000	154 000 000
	Réalisation	28 416 068	34 815 175	35 552 294	5 268 500	119 155 468
	TERF (PTBA 2018)	114%	83%	119%	9%	77%
	TEP (PTBA 2018)	100%	75%	80%	45%	75%

### 4.3.2. Etat d'exécution physique et financière des activités de Coordination et gestion administratives et fiduciaires

#### Objectifs opérationnels

(i) assurer la coordination de tous les opérateurs et partenaires de la mise en œuvre, leur suivi et évaluation interne; (ii) assurer la programmation, le suivi et l'évaluation des activités réalisées sur le terrain; et (iii) assurer la gestion et l'utilisation efficiente des ressources du projet. Le processus stratégique de mise en œuvre des activités se définit à trois niveaux (i) Le Comité National de Pilotage est chargé de l'orientation stratégique et vérifie la cohérence des orientations du programme avec les stratégies, (ii) La Cellule Nationale d'Assistance Technique (CENAT) est chargée :i) de l'appui en ingénierie de projet, ii) du dialogue politique, iii) du volet pistes rurales, iv) du suivi-évaluation, et v) de la consolidation financière du Programme et (vi) une équipe de management composée des deux assistants techniques nationaux senior de la Cellule Nationale d'Assistance Technique (CENAT) et des trois coordinateurs régionaux donne des orientations pratiques aux équipes.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la composante C, plusieurs activités entrant dans le cadre de la gestion du programme ont été conduites au titre du 1<sup>er</sup> semestre 2018:

En termes d'activités conduites, l'on retient :

- L'aménagement complémentarité des locaux du ProDAF à Tahoua et Zinder ;
- L'Acquisition de Véhicules pour renforcer les capacités logistiques des URGP et de la CENAT;
- L'acquisition de matériels informatiques et bureautiques au niveau des URGP et CENAT;
- Elaboration du plan de formation du personnel du ProDAF;
- Recrutement et organisation de l'audit externe des comptes du ProDAF ;
- Engagement du processus de recrutement de l'auditeur interne du ProDAF ;
- Prise en charge des salaires du personnel, leurs déplacements et le fonctionnement courant et l'entretien du matériel roulant;
- Acquisition de lots de fourniture de bureau ;
- L'entretien et réparation de bureaux, locaux et matériels sont assurés ;
- Elaboration de six (06) DRF.

**Tableau 28 :** Niveau de réalisation financière du volet coordination et gestion du Programme

Activité structurante	Paramètre	Maradi	Tahoua	Zinder	CENAT	Total général
Coordination et Gestion du Programme	Budget Prévu (PTBA)	276 589 158	272 840 000	240 702 000	381 743 848	1 176 739 004
	Réalisation	191 236 999	209 794 910	157 874 244	220 386 260	1 090 501 618
	TRF (PTBA 2018)	69%	77%	66%	58%	93%
	TEP (PTBA 2018)	87%	80%	87%	50%	76%

## V. PRINCIPALES CONTRAINTES/DIFFICULTES RENCONTREES ET ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATION DE LA 1<sup>ère</sup> MISSION DE SUPERVISION DU ProDAF

### 5.1. Les principales contraintes et difficultés rencontrées et qui ont impacté négativement sur l'exécution du programme pendant la période sous revue sont les suivantes :

- Une lenteur dans le traitement des DANO ;
- Une lenteur dans le processus de passation de marchés (DAO, Avis de conformité, analyse, signature et notification des marchés) ;

- Une sous-estimation des coûts des infrastructures dans le COSTAB ;
- Une tension de trésorerie lors du renouvellement des fonds.

## **5.2. Etat de mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision conjointe (en cours de finalisation)**

### **VI. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS**

La lourdeur administrative qui caractérise le processus des passations conjuguée à une tension de trésorerie connue au deuxième trimestre par le programme en particulier sur les guichets FEM et ASAP a influé sur la performance globale en terme des taux d'exécution physique et financière du PTBA 2018. Malgré ces contraintes/difficultés rencontrées, la plupart des activités prévues dans la période ont été réalisées avec plus ou moins du retard. Néanmoins sur la base du rythme d'avancement constaté l'on peut espérer un taux d'exécution satisfaisant du PTBA en fin d'année. Toutefois, les unités de gestion du Programme doivent adopter progressivement une démarche d'anticipation dans la planification opérationnelle des activités tandis que le FIDA et le MAG/EL doivent accepter le traitement des dossiers (DANO et passation de marchés) avec célérité.

## Localisation des Pistes Rurales et plateformes ProDAF

